



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2481
19 février 2016
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

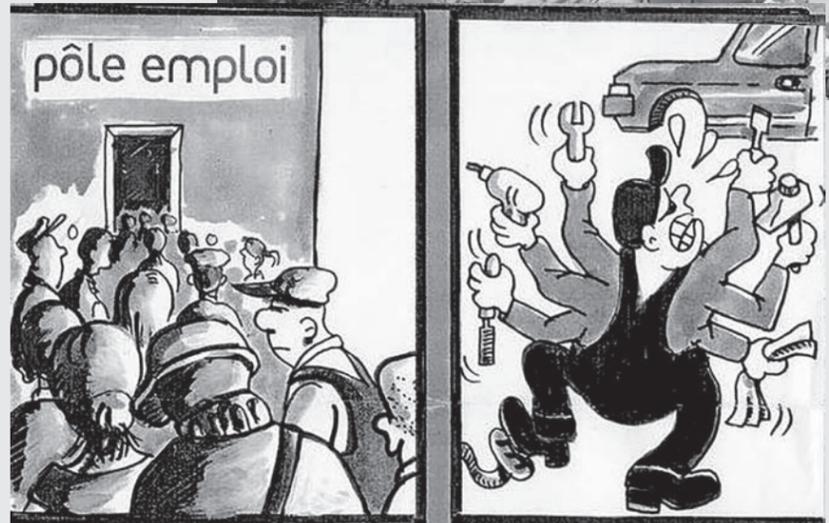
LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Menace d'un nouveau krach

L'économie capitaliste quoiqui de plus fou ?



**Valls et ses
déclarations**
Démagogie
antimigrants

page 3

**Manifestations
paysannes**
Une colère
légitime

page 4

Syrie
La population
sous les
bombes

page 8

Une économie délirante

En titrant «*Hollande: Monsieur Bricolage*», le journal *Le Parisien* a dit l'essentiel du remaniement ministériel qui a fait entrer dans le gouvernement trois écologistes et recyclé Ayrault aux Affaires étrangères.

Ce manège politicien, comme celui de la primaire à droite, amuse les médias, mais il est sans intérêt pour les travailleurs. Hollande a changé de marionnettes, pas de politique. Et sa politique, on la connaît pour la subir depuis près de quatre ans.

Que ce soit le patronat, la droite ou le gouvernement prétendument socialiste, ils étaient tous d'accord : pour que l'économie reparte, il fallait réduire les dépenses publiques et les déficits. Pour que les entreprises rétablissent leurs marges, il fallait gagner en compétitivité, restructurer, licencier.

Et cela a été fait. Au nom de cette satanée productivité, des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont perdu leur travail. Des millions d'autres ont sacrifié leur salaire, leurs jours de RTT, leurs conditions de travail, pour que l'entreprise grappille quelques centimes sur le concurrent.

Quel que soit leur secteur, l'automobile, les transports, la banque, tous les salariés sont soumis à une discipline de fer. Et ils en produisent des richesses, ils en suent des profits et des milliards !

Où conduit cette accumulation de bénéfices et de dividendes ? Y a-t-il eu les investissements promis ? L'avènement d'une nouvelle économie plus moderne, plus prospère ? Non.

Le grand patronat l'avoue : les perspectives d'investissement sont toujours mauvaises, parce que les carnets de commandes ne sont pas suffisamment remplis.

Les milliards que les capitalistes extraient de la production et de l'exploitation des travailleurs ne leur suffisent pas. Il leur faut encore les placer, les faire fructifier, le plus possible et le plus vite possible. Et, dans ce contexte de crise, ce sont la finance et la spéculation qui offrent toujours les meilleurs débouchés.

Autrement dit, plus les travailleurs triment et produisent des richesses, plus leurs conditions de travail et de vie se dégradent, et plus la spéculation grandit ! Y a-t-il plus fou que cette économie ?

Aujourd'hui, tous les experts s'inquiètent d'un nouveau krach. Depuis le premier janvier, les Bourses mondiales ont perdu entre 10 et 15 %.

« Les marchés sont fébriles et les bourses nerveuses », nous dit-on. Que c'est joliment dit ! La réalité, c'est que la spéculation se poursuit à coups de milliards et que la crise de 2008 n'a rien changé au comportement avide et irresponsable du capital.

Le parasitisme toujours plus grand de la bourgeoisie et les interventions des banques centrales, qui ont injecté plus de 6 000 milliards dans la finance, ont porté les bulles spéculatives et le danger de krach à un niveau inédit.

Tout est objet de spéculation. Le moindre événement, la moindre annonce, que ce soit le ralentissement de la croissance chinoise ou les aléas des élections américaines, tout peut provoquer le déplacement brutal de dizaines de milliards de capitaux.

On pourrait se dire que cela ne nous concerne pas et que les pertes toucheront les seuls spéculateurs. Au casino, comme au PMU, seuls ceux qui jouent risquent d'y perdre gros. Mais au casino capitaliste, les joueurs ne jouent pas qu'avec leur portefeuille personnel.

Ils jouent avec les finances des entreprises et l'argent produit sur le dos des travailleurs. Ils jouent avec l'argent placé dans les banques, avec celui de l'assurance-vie. Ils jouent sur le cours des matières premières et des denrées alimentaires, sur les monnaies et les dettes des États.

Un krach financier aura forcément de graves conséquences sur la production, sur la marche des usines et sur le chômage.

Faut-il rappeler la catastrophe sociale engendrée par la crise de 2008 ? Faut-il rappeler les millions de chômeurs, l'effondrement brutal des salaires et de la protection sociale qu'elle a entraîné dans tous les pays ?

Si l'éclatement d'une bulle spéculative affecte le système bancaire, comme cela s'est produit en 2008, ce sera pire encore. Même s'ils s'agitent pour faire croire le contraire, les gouvernements ne maîtrisent rien. Au-dessus d'eux, ce sont les lois folles du profit et de la concurrence qui s'imposent.

Cette économie, aussi injuste qu'irrationnelle, représente un gâchis sans nom. Imaginons ce qu'il aurait été possible de faire avec les 6 000 milliards donnés à la finance. Alors, il ne faut pas accepter de se saigner pour un tel système. Il faut le changer du tout au tout. C'est notre peau qui est en cause.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Valls face au patronat, personne n'y croit	3
Démagogie antimigrants au Sommet de Munich	3
Loi Sapin II	3
Manifestations paysannes	4
Carrefour : pratiques illégales	4
Dégressivité des allocations chômage	4
Remaniement ministériel	5
Île de La Réunion : le bluff de "l'égalité réelle"	5
Toulouse : grève des enseignants	6
Le rectorat de Créteil bourre les classes	6
Non au lycée low cost !	6
L'état d'urgence prolongé	7
Mélenchon candidat	7
Sarkozy mis en examen	7
Soutien aux migrants	7

Transports franciliens	11
Tribunal de Bobigny	11
Ikea : montages financiers	11
Manifestants prokurdes réprimés	16
PARTIELLES	
Des candidats de Lutte ouvrière	16
ENTREPRISES	
La Poste : la Cour des comptes dans les pas de la direction	12
Thales-Brive : débrayages pour les salaires	12
Grenoble : cinq jours de grève du nettoyage	12
Lafarge - Seine-Maritime	12
PSA - Rennes	13
Carbonne Savoie	13
Ex-Bendix - Beauvais	13

Ariège : manifestations contre les attaques patronales	14
Clinique Ambroise-Paré	14
Boulangerie Paul	14
Sidérurgie européenne	15
DANS LE MONDE	
Syrie : la population sous les bombes	8
Mer Égée : l'OTAN contre les migrants	8
Palestine-Israël : l'opposition israélienne menacée	9
Des fusils contre les pierres	9
Ukraine : une démission révélatrice	9
Crise : un nouveau pas vers le gouffre	16
Égypte : la police assassine	16
IL Y A CENT ANS	
La bataille de Verdun	10
Socialisme ou barbarie (Rosa Luxembourg)	10

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Valls face au patronat : personne n'y croit

Presque deux ans après la mise en place du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), les milliards de dégrèvements ont bien été accordés aux patrons, les coupes budgétaires subséquentes sont effectives, mais les emplois qui devaient suivre ne sont pas là. Pire encore, le chômage continue à augmenter. Des grands groupes font des bénéfices confortables, empochent les subventions, bénéficient du CICE et suppriment des emplois à jet continu. C'est tellement flagrant que même un adorateur du capital aussi dévot que Valls ressent une petite gêne.

Lundi 15 février, le Premier ministre a donc parlé d'engagements pas respectés en matière d'emplois par les entreprises bénéficiaires du CICE. Et d'ajouter qu'il pouvait envisager de réorienter les crédits, tout en garantissant que les 41 milliards d'euros de

dégrèvement d'impôts seront bien accordés. Valls avait fait strictement la même déclaration il y a un an, sans qu'elle soit suivie du moindre effet. Cette fois-ci, le patronat a protesté pour la forme, ne se donnant même pas la peine de crier comme cochon qu'on égorge, certain qu'il est de toucher son pactole sans la moindre obligation. Toute la saynète sera oubliée dans quelques jours.

Mais le pillage des fonds publics, les coupes dans les budgets sociaux, les classes et les hôpitaux fermés, les plans de licenciements dans les entreprises multimilliardaires, la ruine de villes et de régions entières, le fait que ce carnage soit organisé et justifié par un gouvernement de gauche, tout cela pèse et pèsera bien plus lourd que les trois phrases annuelles de Valls faisant mine de s'en prendre au patronat.

Paul Galois

Sommet de Munich : démagogie antimigrants

Samedi 13 février, à l'occasion d'une conférence internationale sur la sécurité qui se tenait à Munich, Valls a tenu à afficher sa différence avec Angela Merkel au sujet de l'accueil des migrants. « Je suis venu faire passer un message d'efficacité et de fermeté », a-t-il déclaré alors qu'il visitait un centre d'accueil temporaire pour réfugiés, répétant à plusieurs reprises : « L'Europe ne peut pas accueillir davantage de réfugiés. »

Valls a affirmé que la France tiendrait son engagement d'accueillir 30 000 personnes d'ici trois ans, chiffre déjà bien dérisoire en comparaison du million de personnes entrées en Allemagne en 2015. « Mais pas plus », a-t-il insisté. En fait, il n'est même pas certain que cette promesse soit respectée car, fin janvier, seuls 62 réfugiés ont effectivement trouvé asile en France dans le cadre de ce plan de relocalisation des migrants.

Les solutions sont « au Levant, en Turquie, en Jordanie, en Méditerranée », a conclu Valls. Autrement dit, ces pays doivent se débrouiller pour gérer l'afflux des migrants et

surtout pour les garder sur leur territoire. En affichant

son cynisme, le Premier ministre soigne son image d'homme à poigne, pour tenter de plaire à l'électorat de droite et d'extrême droite. Il se moque bien de le faire aux dépens du sort de quelques millions de femmes et d'hommes, condamnés à subir des conditions de vie indignes et inhumaines.

Hélène Comte



Sapin : l'arbre cache mal la forêt de la corruption

Le ministre des Finances, Michel Sapin, prépare une loi qui se veut une arme contre la délinquance financière. Après un passage au Conseil d'État, elle sera discutée en Conseil des ministres le 23 mars. Le texte a été baptisé loi Sapin II car déjà en 1993, il y a plus de vingt ans, Michel Sapin avait été à l'origine d'une loi anticorruption. Aujourd'hui, il remet le couvert, preuve

s'il en fallait que tout reste à faire dans ce domaine.

Cette nouvelle loi Sapin prévoit la création d'une agence nationale de prévention et de détection de la corruption. Elle recevra les témoignages de personnes dénonçant de tels cas et pourra saisir elle-même la justice s'ils hésitent à le faire par crainte de représailles de leur employeur. Cette agence sera aussi chargée du contrôle des

programmes de prévention que chaque entreprise de plus de 500 salariés et de plus de 100 millions de chiffre d'affaires devra établir, sous peine d'une amende pouvant aller jusqu'à 1 million d'euros.

Enfin, l'agence établira une liste annuelle des lobbyistes, dont le travail consiste à défendre les intérêts de leurs clients auprès d'institutions publiques. Dans les couloirs

de l'Assemblée nationale, du Sénat ou du Parlement européen, ils sont des milliers, largement rémunérés, à jouer de leur influence pour faire avancer des dossiers. Ils sont 8 000 enregistrés rien qu'à Bruxelles, chiffre largement sous-évalué par rapport aux 30 000 effectivement en activité. Quant aux entreprises qui seront prises la main dans le sac, Sapin annonce des

amendes négociables à l'amiable, dans le secret des cabinets d'avocats. Sous prétexte de régler plus rapidement les affaires, les entreprises éviteraient ainsi une publicité gênante.

Alors, avec Sapin II comme avec Sapin I il y a vingt ans, la corruption, les délits d'initiés et autres trafics d'influence ne sont pas près de disparaître.

Cédric Duval

AGENDA

Fêtes de Lutte Ouvrière

Saint-Denis

Samedi 20 février

à partir de 16 heures

Salle de la Légion d'Honneur
- 6, rue de la Légion d'Honneur

À 19h : allocution de Nathalie Arthaud

Saint-Nazaire

Samedi 27 février

à partir de 16 heures

Salle Jacques-Brel,
avenue de Saint-Hubert,

Dans le quartier du Petit Maroc

Creil

Samedi 27 février

à partir de 16 heures

Salle Georges-Brassens -
156, avenue Aristide-Briand
Villers-Saint-Paul

À 18h45 : allocution de Nathalie Arthaud

Beauvais

Dimanche 28 février

à partir de 11 heures

Espace Argentine -
15, rue du Morvan

À 15h30 : allocution de Nathalie Arthaud



Manifestations paysannes : une colère légitime

Les manifestations paysannes se poursuivent dans la plupart des régions. Avant le blocage total de la ville de Vannes lundi 15 février, il y avait eu quelques jours auparavant la mise à sac d'une Chambre d'agriculture, organisme censé représenter les intérêts du monde agricole. Certains en ont été surpris, mais cela manifestait la défiance profonde d'une partie de la paysannerie envers ceux qui sont supposés les représenter, et en théorie les défendre. Et c'est peu dire que cette défiance est justifiée.

Depuis bientôt un an, des milliers d'agriculteurs petits et moyens, en particulier les éleveurs de porcs et les éleveurs-producteurs de lait, protestent contre la dégringolade des prix d'achat de leur production, qui amène une proportion considérable d'entre eux au bord de la faillite. Jusqu'à 40% des éleveurs de porcs seraient dans une situation financière dramatique. Ils sont victimes de ceux qui contrôlent le marché, leurs propres coopératives, les industriels du secteur, les centrales d'achat de la grande distribution et l'ensemble des opérateurs financiers et industriels.

Les revendications des agriculteurs et ce qu'elles deviennent

Les producteurs les plus touchés réclament des prix d'achat minimum leur permettant de vivre. Alors que les prix de tout ce dont ils ont besoin pour produire et les prix à la consommation augmentent, les prix d'achat des productions ont régulièrement baissé, en particulier le lait et la viande, et tout particulièrement le porc. Ces prix ont baissé de 40% dans certains domaines depuis dix ans. Tous, gouvernement, coopératives, industriels, centrales d'achat, répondent que c'est la loi du marché, de l'offre et de la demande,



ajoutant : « Si vous voulez survivre il faut améliorer votre compétitivité », un air connu.

Certes, les producteurs, les éleveurs ne sont pas dans la condition des millions de salariés. Si ceux-ci ne possèdent que leurs bras et leur cerveau pour faire face à l'exploitation des capitalistes, eux ont un capital, une terre, du matériel, et d'ailleurs, pour cela, une dette sans cesse renouvelée.

Mais s'il y a en haut de l'échelle de véritables capitalistes de la terre, la plupart restent des artisans de la terre qui s'exploitent eux-mêmes.

Jusqu'à ce jour, personne ne répond à la revendication de revalorisation des prix. Le gouvernement parle de baisses de charges, qui n'intéressent que les plus riches, ceux qui ont de nombreux salariés agricoles, voire d'accorder quelques aides qui profiteront d'abord aux plus gros. Quant aux aides à la modernisation, elles signifient en clair accélérer la concentration des exploitations et la mort économique du plus grand nombre.

Trahis par ceux censés les défendre

Les paysans qui sont au bord du gouffre sont en fait abandonnés par leur syndicat, la Fnsea, dont le dirigeant est lui-même un grand capitaliste du secteur. Les dirigeants de la Fnsea reprennent la même chanson que le gouvernement et font passer sous la table les revendications de ceux qui manifestent.

Le pire est que, parmi

les plus acharnés à imposer une baisse des prix aux producteurs, se trouvent leurs propres coopératives: la Cooperl dans la production des porcs et la Sodiial pour le lait marchent la main dans la main avec les autres groupes capitalistes de leur secteur. Pour finir, la banque qui provoque souvent la mise en liquidation des exploitations est le Crédit agricole, banque coopérative créée historiquement pour aider les agriculteurs.

Et le drame est que, malheureusement, il n'existe pas un mouvement ouvrier combattant avec force contre l'exploitation capitaliste et qui, à ce titre, pourrait s'adresser aux éleveurs en leur montrant qu'en fait les travailleurs et les petits agriculteurs ont les mêmes ennemis, contre lesquels ils peuvent combattre ensemble.

Il est urgent qu'un véritable parti ouvrier puisse offrir aux siens, mais aussi aux autres catégories de travailleurs, une perspective de combat pour sortir de l'impasse dans laquelle les mène cette société.

Paul Sorel

Carrefour perquisitionné : les pratiques illégales de la grande distribution

Le 9 février, l'enseigne de grande distribution Carrefour a fait l'objet d'une perquisition du Service de la répression des fraudes dans ses locaux à Massy. L'enseigne est accusée de pratiques illégales. En cas de condamnation, elle risquerait une amende pouvant aller jusqu'à 5% de son chiffre d'affaires.

Cette perquisition fait suite aux plaintes de plusieurs fournisseurs qui accusent Carrefour de « leur imposer, comme préalable à toute négociation en 2016, le versement d'une remise d'un montant significatif non négociable ». Elle intervient au moment où le gouvernement prétend amener les grandes enseignes de la distribution à revoir leurs pratiques de fixation des prix auprès de leurs fournisseurs, en tête les agriculteurs asphyxiés par des rémunérations trop basses.

En décembre, l'Association des industries de l'agroalimentaire (Ania), regroupant près de 16 000 entreprises, avait demandé des explications à Carrefour sur une pratique consistant à exiger des remises s'élevant de 4 à 6% du chiffre d'affaires. Sans cette remise, l'enseigne refusait de recevoir les

commerciaux. Depuis cette demande d'explications, selon l'Ania, les exigences de Carrefour se seraient assouplies.

Au-delà de Carrefour, l'Ania a recensé 260 plaintes d'entreprises visant des exigences abusives de toutes les centrales d'achat de la grande distribution. Autant dire qu'il s'agit d'une pratique bien ancrée. Au mieux, ce gouvernement, qui a l'habitude de céder à tous les caprices des grandes entreprises, fera semblant d'y mettre bon ordre, dans l'espoir de calmer un peu la colère des petits exploitants.

Sarkozy s'y était essayé en son temps, sans rien changer aux pratiques de la grande distribution, et ce gouvernement s'y essaie à son tour. On peut augurer du résultat.

Jacques Fontenoy

Allocations chômage : à quand la dégressivité des salaires des ministres ?

Avant que ne débutent les négociations avec les syndicats sur les allocations chômage, le gouvernement, par l'intermédiaire de la ministre du Travail Myriam El-Khomri, a lancé l'idée de réintroduire leur dégressivité. Pour appuyer cette campagne contre les chômeurs, un sondage a aussi été organisé.

Le gouvernement voudrait ainsi réaliser des économies sur le dos de l'ensemble des salariés qui cotisent pour ces allocations. Mettre à l'ordre du jour cette dégressivité de l'indemnisation permet de laisser entendre que le chômage est de la faute des chômeurs, qui ne chercheraient pas sérieusement du travail.

Au passage, ces idées servent à semer la division entre les travailleurs ayant un emploi et les



chômeurs. Politiciens et médias sont nombreux à vouloir présenter les chômeurs comme des assistés. C'est oublier qu'en France on touche ces allocations quand on a cotisé au chômage, et pendant deux ans maximum. Et surtout, c'est oublier que personne ne réclame d'être licencié.

Cette campagne

gouvernementale ne sert que les intérêts du patronat. D'un côté, il s'agit d'accentuer la pression sur les chômeurs pour qu'ils acceptent les emplois les plus mal payés. D'un autre côté, cette propagande épargne le vrai responsable du chômage : le patronat licencieur !

Marion Ajar

Remaniement ministériel: pitreries politiciennes

Fabius ayant fait valoir ses droits à une retraite confortable au Conseil constitutionnel et l'élection présidentielle approchant, Hollande a procédé à un ajustement ministériel.

Pour l'important, les ventes d'armes aux dictatures, les marges des capitalistes, les placements des banquiers, la police et la propagande réactionnaire, rien ne change. Le Drian, Sapin, Macron, Cazeneuve restent en place, sous la houlette de Valls. Pour le reste et en vue d'une éventuelle candidature en 2017, Hollande s'est accordé un peu de fantaisie.

Il a voulu couper l'herbe sous le pied des écologistes en embauchant trois des leurs. Placé et Pompili, qui avaient abandonné leur parti depuis longtemps, Cosse, qui l'a laissé tomber pour l'occasion, entrent ainsi au gouvernement, sans qu'on puisse en attendre quoi que ce soit.

Pour donner satisfaction à tous ses alliés potentiels

et pour parvenir à avoir autant de femmes que d'hommes dans le gouvernement, Hollande a inventé le secrétariat d'État à la biodiversité. Cette dernière s'est aussitôt manifestée, au moins sur le plan ministériel, avec l'écllosion de secrétariats d'État à la Simplification, à l'Aide aux victimes et à l'Égalité réelle.

Le retour de Jean-Marc Ayrault est qualifié de caution de gauche, tant par les commentateurs politiques que par les soutiens du gouvernement. Il doit en être lui-même le premier surpris, n'ayant jamais rien fait pour mériter ce titre.

Ces manœuvres et ces contorsions seront-elles de quelque utilité pour faire réélire Hollande? On peut en douter, tant est profond



Le Vert Vincent Placé au gouvernement.

le dégoût légitime que sa politique a suscité chez les électeurs de gauche, particulièrement dans les

couches populaires. Et, comme il n'est pas question qu'il change cette politique qui sert si efficacement

le grand capital, il ne lui reste que ces lamentables pitreries.

Paul Galois

Île de La Réunion: le bluff de « l'égalité réelle »

À l'occasion du dernier remaniement ministériel, la députée PS de La Réunion Ericka Bareigts a été promue secrétaire d'État à l'Égalité réelle. Dans une société construite sur les inégalités, dans un monde qui entretient les divisions, et avec un gouvernement dont toute la politique consiste à les maintenir, l'objectif de l'égalité réelle est démagogique et mensonger, et en même temps l'aveu que l'égalité tout court, proclamée à toute occasion, n'existe pas!

À La Réunion, l'égalité réelle est depuis un certain temps déjà agitée par de nombreux politiciens, y compris par des représentants du gouvernement qui prétendent vouloir agir pour combler le fossé qui, dans la sphère économique et sociale, sépare les DOM de la métropole. Cette prétention prête à sourire

quand on sait le vide de la politique de Hollande, et de tous ses prédécesseurs, en ce domaine.

Un des objectifs affichés de l'égalité réelle serait de faire coïncider le taux de chômage de La Réunion avec celui de la métropole. Or, à ce jour, le chômage n'a fait qu'augmenter. Il y a aujourd'hui plus de

170 000 Réunionnais privés d'emploi, pour une population de 850 000 habitants. Pourtant, au prétexte de soutenir la création d'emplois, des aides et des subventions ont été généreusement versées au patronat, qui en a profité pour garantir voire accroître ses profits, mais en aucun cas pour créer le moindre emploi.

Et les inégalités dans le travail se retrouvent dans tous les autres domaines de la vie sociale. Près de 40% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté. Des dizaines de milliers de Réunionnais ne disposent pas de logement et sont obligés de cohabiter à deux, voire à trois générations sous le même toit, ou de loger dans

de véritables taudis.

Au vu de la politique du gouvernement auquel appartient Ericka Bareigts et de la propension de la nouvelle secrétaire d'État à aller au-devant des desiderata des patrons, il est plus que certain qu'aucune égalité dont pourraient bénéficier les classes populaires ne sera mise en œuvre. En 2010, Ericka Bareigts envisageait sans ciller l'augmentation des factures d'eau de 50%, pour que Veolia et la CISE n'aient rien à déboursier pour l'épuration des eaux usées. En 2012, alors que les patrons transporteurs manifestaient pour que leurs dettes sociales soient effacées, elle s'est

précipitée dans les locaux du Medef « pour entendre leurs inquiétudes et leurs attentes concernant la commande publique ». En octobre 2014, elle s'est félicitée de la décision du gouvernement de relever à 9% le crédit d'impôt pour les entreprises dans les DOM...

Aux journalistes qui demandaient à Ericka Bareigts ce qu'elle a ressenti à l'annonce de sa nomination au poste de secrétaire d'État, elle a répondu que c'était dans la suite logique du travail qu'elle avait mené depuis des années et qu'elle était prête à continuer à s'y « sacrifier »... uniquement pour complaire aux intérêts patronaux!

Émile Grondin

Fil rouge

Une ministre Verte, pour quoi faire?

La nouvelle ministre du Logement Emmanuelle Cosse a confirmé que la garantie d'une caution universelle des loyers, qui devait entrer en fonction le 1^{er} janvier dernier, est enterrée, parce que les requêtes de l'immobilier n'en ont pas voulu. Elle se contentera de mettre en place une caution locative appelée Visale, de portée encore plus limitée, annoncée il y a quelques

semaines. En conséquence, bien des locataires devront continuer à payer plusieurs mois de loyer d'avance en entrant dans les lieux.

Cosse a aussi confirmé que l'encadrement des loyers, pourtant bien timide, qui s'applique à Paris, ne sera pas étendu. Seules quelques villes volontaires le mettront peut-être en place « dans quelques mois ».

Pour connaître les intentions de cette nouvelle ministre écologiste, il

faudra attendre. Mais au moins on sait déjà à quoi elle renonce.

Télé réalité LR

Hollande semblant complètement déconsidéré et Le Pen donnée comme incapable de franchir l'obstacle du second tour, les politiciens de droite sont persuadés que la victoire leur est acquise à l'élection présidentielle de 2017. Juppé, Morano, Fillon, Mariton, Sarkozy et maintenant Copé se précipitent donc devant micros

et caméras pour faire don de leur personne à la France.

La primaire du parti Les Républicain, sorte de condensé du jeu électoral bourgeois, a de nombreux points communs avec l'émission Koh Lanta: l'essentiel se passe sur TF1 et est scénarisé par des spécialistes, de façon à ce « qu'à la fin il n'en reste plus qu'un ». Tout est basé sur la trahison. Et, surtout, quel que soit l'élu, c'est Bouygues et consorts qui ramassent!

La méthode Coué

La ministre de la Santé Marisol Touraine vient d'expliquer au quotidien *Les Échos* que son gouvernement est bien de gauche. Dans les colonnes d'un journal propatronal, cela n'engage à rien.

Il lui reste à convaincre le monde du travail, qui constate tous les jours que ce gouvernement a été incapable d'en finir avec le chômage et laisse la précarité et la pauvreté exploser.

Toulouse : « Un enseignant absent, un remplaçant ! »

Mardi 16 février, des enseignants étaient une nouvelle fois en grève à Toulouse pour protester contre leurs conditions de travail, et en particulier pour dénoncer le manque de remplaçants dans le département.

En Haute-Garonne, comme ailleurs dans l'académie de Toulouse, le problème des remplacements non effectués en est arrivé à un point dramatique. Selon le compteur mis en place par le syndicat SNUIPP-31, 204 demi-journées de classe n'auraient pas été remplacées dans le département en décembre, 310 en janvier et, sur les quatre premiers jours de février, 70 demi-journées étaient déjà recensées. Du propre aveu de l'inspecteur d'académie, il manque plus d'une centaine de postes de remplaçants pour pouvoir faire face. Chaque année l'administration repousse le problème, promettant de pallier ce manque à la rentrée suivante, mais la situation ne cesse d'empirer.

Dans les écoles maternelles, la situation est encore plus compliquée, la mairie ne remplaçant pas non plus systématiquement les Atsem ou agents techniques absents.

La colère s'est d'abord exprimée à l'école Didier-Daurat, une école classée Réseau d'éducation prioritaire plus (REP+) dans le quartier populaire du Mirail où, une fois de plus, deux enseignants absents n'avaient pas été remplacés. Les élèves de leurs classes avaient été répartis dans celles des collègues, ce qui faisait huit élèves de plus par classe. Pour dénoncer cette situation, les enseignants avaient appelé à une journée de grève le 5 février. Ce jour-là, huit écoles étaient fermées. Puis

une nouvelle journée de grève avait été votée pour le 16 février. avec comme mot d'ordre : « *Un enseignant absent : un enseignant remplaçant* ».

Ce nouveau jour de grève a été une réussite, avec cette fois-ci douze écoles fermées et plus d'une centaine de personnes présentes à l'assemblée générale.

Les grévistes sont ensuite allés donner des tracts dans les établissements du secteur, pour inciter leurs collègues à venir le 17 février au rassemblement prévu devant le rectorat, au moment d'une réunion sur la répartition des moyens de l'Éducation nationale au niveau du département. Ils ont rejoint dans l'après-midi les grévistes de la Ligue de l'enseignement qui occupent depuis huit jours leur local.

La mobilisation continue, et un nouveau jour de grève a été décidé à la rentrée des vacances scolaires.

Correspondant LO

Lycées professionnels : le rectorat de Créteil bourre les classes

En Seine-Saint-Denis, périodiquement, les équipes enseignantes sont amenées à se mobiliser tout simplement pour faire respecter l'attribution de moyens prévue par les textes réglementaires, et qu'on leur refuse. Ce sont près de 60 heures par semaine qui sont ainsi volées chaque année à de nombreux établissements professionnels du département, ce qui équivaut à trois postes d'enseignants supplémentaires.

Nouvelle provocation : le rectorat a décidé de faire passer les effectifs de certaines classes à 30 élèves à la rentrée prochaine, contre 24 jusqu'à présent. Pour l'instant prévue pour une trentaine de classes, et pas dans tous les établissements, nul doute que cette première décision constitue un ballon d'essai en vue d'une généralisation.

Mais le rectorat est peut-être en train de tomber sur un obstacle : partout, la mesure a suscité l'indignation, la colère, et elle entraîne maintenant les premières réactions importantes. Lundi 15 février, plus d'une dizaine d'établissements ont répondu à un appel à la grève et à se rassembler devant les grilles du rectorat de Créteil. Parmi eux, le lycée Jean-Moulin du Blanc-Mesnil était fortement mobilisé, avec la quasi-totalité

des enseignants en grève, de même que les enseignants du lycée Eugénie-Cotton à Montreuil.

Aux cris de « Rectorat, voleur, rendez-nous nos heures ! », « Pas de classes à 30 ! », la centaine de grévistes rassemblés dans le froid étaient déterminés à faire entendre le refus de toute nouvelle dégradation. Les interlocuteurs qui ont daigné recevoir une petite délégation ont fait mine d'écouter. Les grévistes ont eu droit aussi à une petite phrase bien méprisante d'une inspectrice, disant : « Avez-vous vérifié que les résultats étaient moins bons à 30 qu'à 24 ? »

De nouvelles actions et grèves sont déjà en préparation, et un premier sentiment d'écœurement semble en train de se transformer en colère et en combativité.

Correspondant LO

Lycée Jean-Macé – Vitry-sur-Seine : non au lycée low cost !

Comme dans de nombreux lycées et collèges, la dotation horaire globale que le rectorat a présentée pour l'année prochaine ne passe pas au lycée Jean-Macé de Vitry-sur-Seine.

Dans ce lycée polyvalent, il n'est pas spécialement facile de travailler, et pourtant chaque année le rectorat grignote des moyens. Comme le disait une gréviste, « *ils ont voulu dégraisser le mammoth, maintenant on est à l'os* ». Cela suffit !

Mardi 9 février, une trentaine de professeurs,

sections professionnelles et générales confondues, ont débrayé. En plus de la création de quelques postes, la revendication qui s'est imposée à tous est le dédoublement d'un certain nombre d'heures de classe. Travailler en demi-groupe le plus souvent possible permet aux enseignants de faire cours dans de meilleures conditions. Il faut donc des moyens supplémentaires.

Jeudi 11 février au matin, les enseignants se sont retrouvés avec tracts, banderoles et autocollants

devant les grilles du lycée. Après deux heures de discussions et des tournées dans les étages et les différents bâtiments, élèves et enseignants sont allés manifester à une petite centaine devant le rectorat de Créteil, en y mettant une certaine ambiance.

Si pour l'instant les responsables du rectorat sont restés sourds aux revendications, le dynamisme de cette journée de grève a encouragé tout le monde.

Correspondant LO

Puy-de-Dôme : 33 classes supprimées

Élaboré par l'Inspection académique, le projet de carte scolaire pour la rentrée 2016 déclenche les protestations des enseignants et des parents d'élèves du Puy-de-Dôme. Ceux-ci dénoncent les économies budgétaires imposées par le gouvernement et qui provoquent de nombreuses fermetures de classes.

Ainsi, pour ce département, si 18 ouvertures de classes de maternelles et de primaires sont prévues, presque le double, soit 33 classes, vont être supprimées !

Nombre de petites communes de moyenne montagne sont touchées. Ainsi à Besse, près du Sancy, ou à Saint-Sauves, la mobilisation persiste pour tenter d'obtenir le maintien des classes menacées.

Clermont-Ferrand n'est pas épargné avec l'annonce de fermetures de classe à La Pradelle, Paul-Bert ou Alfonse-Daudet. Au total, à Clermont-Ferrand et en banlieue, douze classes de maternelles sont visées.

Le ministère de l'Éducation avait pourtant annoncé une augmentation de la dotation, ce qui aurait permis d'ouvrir quinze

postes de plus. Mais, craignant d'être obligée de supprimer encore davantage de postes et de classes, l'Inspection académique n'a pas trouvé mieux que de garder en réserve ce supplément pour « affiner la carte scolaire » lors de réunions ultérieures en juin et septembre prochains.

La ministre de l'Éducation a d'abord annoncé la suppression des classes bilingues dans tout le pays. Reculant devant les protestations, elle a décidé leur maintien. Mais, au niveau de l'Académie, onze sections bilingues sur 74 vont pourtant disparaître.

De même, faute de budget suffisant, des classes européennes sont supprimées. Elles bénéficiaient d'un enseignement renforcé en langues. Dès la première année, en sixième, les élèves faisaient des progrès remarquables et devenaient vite bilingues.

Fermer de telles classes en prétextant que c'est pour « faciliter l'ouverture au monde », il faut être ministre pour soutenir de telles énormités avec autant d'aplomb.

Correspondant LO



L'état d'urgence prolongé : fuite en avant sécuritaire

Après le Sénat et la commission des lois de l'Assemblée nationale, les députés ont voté à une large majorité la prolongation pour trois mois de l'état d'urgence, initialement décidé par Hollande pour une durée de douze jours au lendemain des attentats du 13 novembre.

Hormis quelques députés « frondeurs » et écologistes, ainsi que les élus du Front de Gauche qui avaient pourtant jugé bon de voter « pour » en novembre, tous ont donc soutenu Hollande et Valls. Le « péril imminent » censé justifier cette carte blanche donnée aux préfets et à la police au nom de la lutte contre le terrorisme serait toujours d'actualité, « jusqu'à ce que Daech soit éradiqué », déclarait dernièrement Valls devant un micro de la BBC britannique. D'une efficacité toute relative selon les critères de Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, les 3 340 perquisitions administratives autorisées par les préfets n'ont permis de saisir que 42 armes contre

578 confisquées au cours des procédures habituelles. Additionnées aux assignations à résidence, elles n'ont débouché que sur cinq procédures confiées au pôle antiterroriste.

Défendant son bilan, Cazeneuve a argué que les fichiers de renseignements s'en étaient trouvés alimentés, que des doutes avaient été levés. Faisait-il allusion au couple de maraîchers bio de Dordogne, jeté hors du lit par une brigade de policiers, sans doute à la recherche du Concombre Masqué, ou au fils dévoué – et malheureusement pour lui d'origine arabe –, pris en flagrant délit de téléphoner à sa mère en face des locaux de Charlie et du coup soupçonné d'y avoir fait des

repérages ?

La prolongation répétitive de l'état d'urgence laisse les coudées franches à l'arbitraire des préfets et de la police. Même si Cazeneuve a conseillé, lors des perquisitions, de préférer au bris des portes leur « ouverture naturelle », combien de travailleurs d'origine maghrébine ou africaine, avec ou sans papiers, se sentent plus ou moins menacés par ces pleins pouvoirs conférés à la police ?

Plus il dure, plus l'état d'urgence est inefficace vis-à-vis des risques d'attentats venant de Daech, aussi longtemps que se poursuit la politique menée au Moyen Orient et en Afrique par les grandes puissances comme la France, politique qui entretient la guerre et ses fléaux. Mais Hollande et Valls, en dépit ou en raison de leur baisse de popularité dans les sondages, poursuivent leur fuite en avant sécuritaire.

Viviane Lafont



Policiers et militaires durant l'état d'urgence.

Sarkozy mis en examen : tempête dans une timbale dorée

Le 16 février, Sarkozy a été mis en examen pour les fraudes liées aux dépassements de frais de sa campagne électorale de 2012. Ces dépassements, évalués pour l'instant à des millions d'euros, auraient été camouflés dans un système de fausses factures entre l'entreprise Bygmalion, organisatrice d'événements, et la trésorerie de l'UMP. Les sommes en cause sont tellement énormes que Sarkozy lui-même ne pouvait pas ne pas être au courant, d'autant que c'est lui qui

réclamait pour ses meetings des mises en scène pharaoniques.

Pour son malheur, l'ancien président de la République n'a trouvé personne pour porter le chapeau à sa place, comme Juppé l'avait fait pour Chirac dans les sombres affaires de la mairie de Paris. En particulier Copé, à l'époque chef de l'UMP et ami personnel des dirigeants de Bygmalion, loin de sauver la mise à Sarkozy, lui a soigneusement savonné la planche.

Journaux et télévisions

sont depuis remplis de cette grave question : cette mise en examen va-t-elle changer la donne pour la primaire de la droite et donc pour la présidentielle ? Non, cette élection verra, comme toujours, une cavalcade de candidats de l'ordre établi dépenser des fortunes pour exiger des classes populaires qu'elles se serrent la ceinture. Que Sarkozy soit du nombre n'a d'importance que pour lui, ses amis s'il en a, et ses clients s'il en reste.

Paul Galois

Mélenchon candidat : le PCF victime de sa propre politique

Jean-Luc Mélenchon a annoncé le 10 février sa candidature à la présidentielle de 2017 sur le plateau de TF1, sans en avoir averti les dirigeants du PCF, ses partenaires dans le Front de gauche depuis plus de sept ans. « Cela n'a été ni décidé ni discuté » en commun, a confirmé le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles, qui lui a reproché sa « candidature en solo ».

Lors d'une réunion publique au théâtre Dejazel le 15 février, Mélenchon ne s'est pas gêné pour ironiser sur le Front de gauche « perdu dans le margouillis de ses alliances à géométrie variable, illisibles, incompréhensibles », et « dirigé par des dirigeants qui passent plus de temps à se faire des croche-pieds (...) qu'à essayer d'entraîner les autres ». Il peut d'autant mieux dresser ce bilan que c'est aussi le sien...

Les dirigeants du PCF se sont donc fait doubler par le politicien qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en piste. En effet, ce sont eux qui ont apporté à cet ancien sénateur socialiste, ex-ministre du gouvernement Jospin, les troupes qui lui manquaient en créant avec lui le Front de gauche et en en faisant leur candidat à l'élection présidentielle de 2012.

Ce n'est pas la première fois que le PCF, en se mettant à la remorque d'un politicien bourgeois, se retrouve victime de sa politique. Avec Mélenchon, le PCF n'a fait que rééditer l'opération menée dans le passé à une tout autre échelle avec Mitterrand, cet homme de droite auquel il avait contribué à donner une image de gauche en lui apportant son soutien, en en faisant son candidat

à l'élection présidentielle en 1965, puis en 1974. Le résultat de la politique d'Union de la gauche derrière Mitterrand fut désastreux pour le Parti communiste, qui y perdit ses électeurs et bon nombre de ses militants, démoralisés par la politique antiouvrière menée par la gauche arrivée au pouvoir en 1981. Et elle fut surtout désastreuse pour la classe ouvrière, qu'elle contribua à démoraliser après avoir fait naître des illusions à l'égard de Mitterrand.

Mélenchon affirme n'avoir « aucune idée » de la manière dont il trouvera les parrainages pour l'élection présidentielle et « l'argent pareil ». En réalité, en mettant le PCF devant le fait accompli, il fait le calcul que celui-ci, faute d'un autre candidat à soutenir, n'aura d'autre choix que de faire campagne pour lui

Dans cette période où plus que jamais il est urgent de préparer les travailleurs à relever la tête face aux attaques du patronat et de leurs serviteurs, les militants ouvriers auraient bien mieux à faire que de se mettre une nouvelle fois à la remorque d'un semeur d'illusion qui les conduira inévitablement dans une nouvelle impasse.

Jean Sanday

Soutien aux migrants : pour la libération des manifestants arrêtés !

Le samedi 23 janvier, plusieurs organisations politiques et syndicales (NPA, Solidaires, comités de sans-papiers de Lille et de Paris, bénévoles anglais et calaisiens, associations d'aide aux migrants...) avaient organisé une manifestation à Calais. Plusieurs milliers de personnes avaient dénoncé la situation des migrants et réclamé la liberté de circulation.

À l'occasion de cette manifestation, la police avait arrêté plusieurs

dizaines de personnes dont des migrants, dont six sont encore incarcérés actuellement. Avec deux autres militants sous contrôle judiciaire, ils doivent passer en procès le lundi 22 février au tribunal de Boulogne-sur-Mer.

Samedi 20 février à 18 heures au départ du métro Ménilmontant à Paris, une manifestation réclamera la libération immédiate des manifestants arrêtés et le retrait de toutes les charges à leur encontre.

Syrie : la population sous les bombes

Vendredi 12 février, les diplomates américains et russes annonçaient un accord prévoyant l'arrêt des combats en Syrie entre milices pro et anti-Assad, dans un délai d'une semaine. À peine les caméras étaient-elles rangées que les combats s'intensifiaient.

Le Groupe de soutien international à la Syrie, au nom duquel Russes et Américains ont fait leur annonce, rassemble la quinzaine de puissances régionales et mondiales ayant des intérêts dans le conflit syrien. Toutes jurent qu'elles luttent contre Daech, mais toutes cherchent d'abord à défendre leurs propres intérêts dans la région, soutenant telle ou telle clique militaire pouvant servir leurs visées.

Derrière l'alliance contre Daech...

La Russie soutient le régime d'Assad, avec lequel elle entretient des liens de longue date, ainsi que les milices kurdes du PYD (Parti de l'union démocratique) qui, dans le nord la Syrie, ont réussi à repousser Daech. L'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie soutiennent l'opposition à Assad, derrière laquelle se trouvent en réalité des milices tout aussi islamistes que Daech, comme le groupe Ahrar al-Cham et le Front al-Nosra, lié à al-Qaïda. Et, bien plus que Daech, le régime turc combat le PYD, allié syrien du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), sa véritable bête noire. L'Iran joue également son propre jeu.

Au-dessus de cette mêlée, les États-Unis et les puissances européennes à leur traîne, après avoir largement attisé le chaos syrien, voudraient bien réussir à

stabiliser la situation. Or, malgré toutes leurs déclarations officielles dénonçant l'intervention militaire de la Russie en Syrie, c'est de son côté et du côté du régime d'Assad et de ses alliés qu'ils cherchent une solution, sous la forme d'un pouvoir stable. Cette option froisse la Turquie et l'Arabie saoudite, alliés traditionnels des puissances occidentales, qui auraient aimé voir s'installer en Syrie un pouvoir qui leur soit lié. Et, si elles ne s'opposent pas directement aux États-Unis, elles ne renoncent pas pour autant à jouer leur propre jeu.

Toutes ces rivalités s'exacerbent aujourd'hui autour de la bataille d'Alep, au nord de la Syrie. Encore aux mains des opposants à Assad, cette ville est en passe d'être reprise par le régime, grâce aux bombardements russes et grâce aux milices kurdes du PYD. Pour tenter de s'y opposer, la Turquie a permis à des combattants islamistes d'Ahrar al-Cham et d'al-Nosra, venus d'une région plus à l'ouest de Syrie, de transiter par son territoire pour aller renforcer les islamistes de la région d'Alep. Et puis, depuis samedi 13 février, la Turquie est intervenue directement dans le conflit en bombardant les milices kurdes, pour les empêcher de prendre le contrôle de la frontière et de faire obstacle au mouvement des milices islamistes.



L'hôpital lié à Médecins sans frontières, complètement détruit.

L'éclatement des rivalités

La tension est donc montée d'un cran entre les puissances russe, turque et saoudienne. En novembre 2015, un bombardier russe avait déjà été abattu par des avions de chasse turcs. Aujourd'hui, chaque camp montre un peu plus ses muscles. La Russie a organisé des manœuvres militaires en mer Noire, mer Caspienne et dans le sud de la Fédération de Russie, menaçant implicitement la Turquie. Celle-ci, soutenue par son allié saoudien, a déclaré en réponse qu'elle envisageait de plus en plus une opération terrestre en Syrie. L'Arabie saoudite a d'ailleurs envoyé des avions

de chasse se positionner sur une base dans le sud de la Turquie en vue de futures opérations.

Obama et d'autres responsables occidentaux jouent les pacifistes et ont officiellement demandé l'arrêt de tous les bombardements. Outre leur hypocrisie, eux qui passent leur temps à œuvrer en coulisse pour retenir les uns et laisser faire les autres, ces déclarations sont aussi le signe que la situation leur échappe de plus en plus.

La population syrienne, qui vivait déjà un calvaire, voit sa situation encore empirer. Après la terreur des djihadistes, les ravages des affrontements entre

milices, elle doit désormais subir les bombardements russes, turcs et autres. Lundi 15 février, les bombardements russes ont détruit un hôpital qui soignait des femmes et des enfants, car les hôpitaux sont devenus des cibles de guerre. Selon des médecins syriens soutenus par Médecins sans frontières, leur destruction vise à faire fuir les populations, qui se regroupent souvent autour des hôpitaux.

Ensuite, ce sont les mêmes populations, fuyant leur pays pour survivre, que les dirigeants européens bloquent aux frontières, dans la boue et le froid.

Pierre Royan

En mer Égée : l'Otan contre les migrants

À la demande de l'Allemagne et de la Turquie, l'Otan va participer à la surveillance des frontières européennes, notamment en mer Égée, officiellement pour lutter contre les passeurs. Concrètement, l'Otan va envoyer de cinq à sept navires qui, en collaboration avec les quinze navires de l'agence européenne Frontex, auront pour rôle de repérer et d'intercepter les embarcations de migrants qui tentent d'atteindre, à leurs risques et périls, les côtes grecques... et de les renvoyer vers la Turquie.

Alors que la politique inhumaine des dirigeants européens a déjà provoqué la noyade de centaines de personnes qui tentaient la

traversée, cet obstacle supplémentaire n'empêchera pas des réfugiés fuyant les bombardements et la terreur de risquer leur vie et celle de leur famille pour se mettre à l'abri. Par contre, cela risque bien de multiplier les naufrages, puisqu'ils devront prendre encore plus de risques pour échapper à la surveillance. Sans compter le prix de la traversée qui risque, lui, d'augmenter. En prétendant lutter contre les passeurs, les dirigeants européens contribuent à leur fortune. En fait, leur seule préoccupation est d'empêcher les réfugiés d'atteindre les côtes européennes, et l'intervention de l'Otan est un élément dans la pression sur la Turquie pour qu'elle

les parque dans des camps, sur son territoire.

Au-delà des migrants, l'intervention de l'Otan risque d'aggraver les tensions entre la Grèce et la Turquie qui, bien qu'elles en soient toutes deux membres, n'en sont pas moins en rivalité pour le partage des eaux territoriales en mer Égée, potentiellement riches en pétrole.

L'Otan fera-t-elle intervenir la marine turque dans les eaux grecques pour venir y chercher des embarcations qu'elle aura repérées, au risque d'envenimer encore plus la situation ?

La lutte contre les passeurs en mer Égée pourrait cacher bien d'autres préoccupations.

Jacques Le Gall



Migrants et navire de guerre en mer Égée.

Palestine-Israël : l'opposition israélienne menacée

Le 5 février, un rassemblement d'un millier de personnes s'est tenu à Tel-Aviv pour dénoncer les tentatives de l'extrême droite et du gouvernement de faire interdire les associations israéliennes qui s'opposent aux méfaits de l'armée dans les Territoires occupés, à la colonisation et au militarisme dominant.

L'association la plus visée est Breaking the silence (Rompre le silence), une association de vétérans de l'armée créée en 2004, qui permet aux anciens soldats de témoigner des abus sur la population palestinienne dont ils ont été témoins ou qu'ils ont été amenés eux-mêmes à commettre. Son dernier rapport, daté de l'été 2014, dénonçait les atrocités commises pendant l'opération Bordure protectrice, l'offensive militaire contre la bande de Gaza.

Dès sa création, l'association a été la cible de l'extrême droite, mais les attaques se sont intensifiées. Récemment une vidéo a été mise en ligne, présentant certains

de ses militants comme des taupes, complices des terroristes palestiniens. Les noms des militants, leur téléphone et leur adresse ont été également rendus publics par l'extrême droite, tout cela associé à des menaces de mort anonymes.

Le gouvernement de son côté, loin de condamner l'extrême droite, a interdit à l'association de participer à des rassemblements d'anciens soldats ou de s'adresser à des lycéens. À la Knesset, le Parlement israélien, des députés ont tenté de la faire interdire. Un projet de loi l'a présentée comme « une organisation subversive voulant changer la politique d'Israël par des méthodes non

démocratiques ». Un autre projet de loi voulait faire reconnaître comme agents étrangers les associations touchant de l'argent de l'étranger, certaines associations pacifistes recevant effectivement un soutien financier international. À la Knesset toujours, le chef du gouvernement, Netanyahu, a sommé le chef du Parti travailliste, Isaac Herzog, de dénoncer Breaking the silence. Ce dernier, tout en refusant de s'associer à une interdiction de l'association, a tenu à s'en démarquer en déclarant être « dégoûté par ses opinions ».

De ce fait, les militants et sympathisants des associations qui dénoncent la politique guerrière du gouvernement et ses conséquences savent aussi qu'ils ne peuvent compter que sur leur propre détermination pour continuer de se faire entendre.

Antoine Ferrer

Des fusils contre des pierres

Les affrontements quasi permanents se poursuivent depuis des mois entre Israéliens et Palestiniens. C'est la guerre qui continue, en réalité. Depuis début octobre, il y aurait eu 172 tués parmi les Palestiniens et 26 chez les Israéliens, plus trois d'autres nationalités. Presque à chaque fois, des Palestiniens exaspérés par l'occupation israélienne se sacrifient en attaquant, généralement au couteau, tel ou tel militaire ou civil israélien. Aussitôt ils sont abattus par des soldats.

Le 15 février, des soldats israéliens ont pénétré dans le camp de réfugiés d'al-Amari, en Cisjordanie occupée, près de Ramallah. Probablement cherchaient-ils un dirigeant palestinien. Ils se sont affrontés à des centaines de jeunes lançant des pierres. L'armée a tiré à balles réelles ou caoutchoutées, faisant 28 blessés. Un soldat israélien a semble-t-il été sérieusement blessé par une pierre.

Le camp d'al-Amari est situé, selon le découpage en vigueur, dans la zone sous contrôle de l'Autorité palestinienne, mais l'armée israélienne montre aux yeux de tous qu'elle fait ce qu'elle veut partout en Cisjordanie. La disproportion des moyens de combat, et par conséquent du nombre des victimes, est flagrante. Mais cela n'empêche pas continuellement des Palestiniens de se révolter.

Autrefois, les dirigeants sionistes expliquaient que la création de l'État d'Israël devait permettre au peuple juif de vivre à l'abri, en sécurité. Mais la politique colonialiste et raciste de ses dirigeants a entraîné non seulement une hécatombe et des conditions de vie très dures chez les Palestiniens, mais aussi une insécurité permanente pour les Israéliens. Et elle contribue à maintenir dans l'impasse l'avenir d'Israël et de la Palestine.

André Victor

Ukraine : une démission révélatrice

Le ministre de l'Économie Aivaras Abromavicius a démissionné du gouvernement ukrainien en l'accusant de corruption, le 3 février. Reprenant publiquement ses accusations, quatre de ses collègues avaient aussi déclaré vouloir démissionner, avant de faire machine arrière.

Ce scandale tombe on ne peut plus mal pour le Premier ministre, Arseni Iatseniouk, qui devait engager la responsabilité de son cabinet devant la Rada (l'Assemblée nationale) mi-février. Du coup, lui aussi a parlé de démission, avant de n'en rien faire.

Il y a quelques semaines, le même Iatseniouk avait été éjecté de la tribune de la Rada par des députés qui l'accusaient de corruption. Peu après, c'est en plein Conseil des ministres que deux des présents s'étaient écharpés en se lançant au visage de telles accusations, verres d'eau à l'appui.

Cela pourrait faire sourire si, dans une Ukraine à bout de souffle, les classes populaires n'étaient chaque jour enfoncées un peu plus dans la misère par la crise, le chômage, les salaires non versés et qui fondent avec l'inflation, et par leurs dirigeants. Car les gouvernants ukrainiens n'ont qu'une idée en tête : s'enrichir au plus vite, et cela quoi qu'il en coûte... à la population.

Bien sûr, Abromavicius n'est pas le chevalier blanc qu'il prétend. Cet ancien

banquier, que l'homme d'affaires et président ukrainien Petro Porochenko était allé chercher en Lituanie pour en faire son ministre, parce qu'il pensait que cela pouvait rassurer les milieux financiers internationaux, avait précisément la charge d'imposer des plans d'austérité renforcés aux travailleurs d'Ukraine, de sabrer dans les dépenses sociales, les retraites.

En outre, depuis qu'il dirigeait son ministère, il était bien placé pour observer – et couvrir – toute une série de manœuvres destinées à remplir les poches de tel ou tel clan, de personnages influents et de leurs proches. Cela, sans oublier les sociétés occidentales qui viennent faire leur marché dans une économie ukrainienne à genoux : les unes en inondant le marché de la distribution, les autres en rachetant à vil prix des entreprises qui ferment, certaines en s'appropriant des terres agricoles...

Significatif est le mot pillage qu'a employé Abromavicius pour qualifier les pressions qu'il subissait d'un dirigeant et ami du

président ukrainien, qui voulait « placer ses alliés dans les entreprises » dont le ministre avait la charge. Les dirigeants ukrainiens actuels sont arrivés au pouvoir il y a deux ans, en chassant le président Ianoukovitch, honni de la population, qui voyait en lui le prototype du bureaucrate corrompu entouré d'une cour de parasites. Mais depuis, pas grand-chose n'a changé en ce domaine. Les magnats des affaires de l'ère précédente sont restés aux commandes, les mœurs de la bureaucratie ukrainienne sont toujours aussi pourries, partant du principe que détenir le pouvoir, ou être allié de qui s'y trouve, reste le meilleur moyen et le

plus rapide de faire fortune en pillant l'économie et la population.

La seule chose qui a changé, c'est le langage violemment antirusse, anti-communiste et pro-occidental des affairistes-voyous qui se trouvent au pouvoir en Ukraine. La population en est de moins en moins dupe, à en juger par de récents sondages qui donnent le président actuel à un taux d'impopularité supérieur à celui de son prédécesseur à la veille de son renversement!

Cela émeut évidemment les protecteurs ouest-européens et américains des actuels dirigeants ukrainiens, inquiets de constater leur faiblesse et de voir s'étaler

au grand jour leurs turpitudes. Mais, pour paraphraser ce qu'un président américain disait d'un dictateur latino-américain allié des États-Unis, « Oui, ce sont des salopards, mais ils sont des nôtres. » L'Europe et les États-Unis ont misé sur l'équipe au pouvoir à Kiev pour tenir la population ukrainienne et pour aider l'Occident face à la Russie dans la région de l'ex-Union soviétique. Alors, lutte contre la corruption ou pas, Paris, Londres, Berlin et Washington soutiennent les Porochenko, Iatseniouk et compagnie. Ils leur délivrent même des brevets de démocratie, d'autant plus volontiers que cela ne leur coûte rien.

Pierre Lafitte



Une bagarre au Parlement, en 2014.

Février-décembre 1916:

Verdun, le carnage de la guerre impérialiste

Le 21 février 1916, l'armée allemande qui stationnait au nord de Verdun attaqua en direction de cette petite ville. Un million d'obus tomba ce jour-là sur les défenseurs français, dont beaucoup se sauvèrent ou se rendirent, quand ils n'étaient pas tués. On entendit le bruit de la canonnade jusqu'à cent kilomètres de là.

Pourquoi avoir choisi Verdun pour cette offensive ? Un siècle après, on se le demande toujours. La ville n'avait pas grand intérêt ni économique ni stratégique et, dès le début, l'état-major français se demanda s'il valait vraiment la peine de s'y maintenir. Finalement il décida de s'y cramponner.

L'enfer de Verdun

La bataille de Verdun ne fut pas la plus coûteuse en vies humaines, mais elle fut la plus longue de la Première Guerre mondiale en France, puisqu'elle dura dix mois interminables, du 21 janvier au 19 décembre 1916. Et Verdun symbolise encore de nos jours les horreurs de la guerre de tranchées subies par les soldats des deux bords, ainsi que les combats inutiles dans le but de récupérer quelques kilomètres carrés de terrain, et pour lesquels 700 000 jeunes hommes furent tués ou blessés dans les deux camps.

Cette bataille fut ordinairement qualifiée par ceux l'ayant vécue comme étant un enfer, tant du côté français qu'allemand. Les conditions de survie dans les tranchées, car on ne peut pas parler de vie, étaient abominables. Les soldats creusaient leurs abris dans la boue, sous la violence des bombardements. À la mi-juillet, l'artillerie lourde française avait déversé 10 millions d'obus, 21 millions étaient venus du côté allemand, ce qui faisait une moyenne de 140 000 obus par jour. À ces bombardements incessants s'ajoutaient la boue, la pluie, les rats, les poux, le froid glacial en hiver, la chaleur accablante l'été, le manque d'eau, le ravitaillement médiocre arrivant quand il pouvait. Les bataillons étaient décimés, l'état-major prévoyait d'ailleurs que la moitié du nombre de camions nécessaires à

l'aller suffisait pour ramener les troupes à l'arrière. Les survivants côtoyaient les cadavres qui flottaient dans les trous d'obus, les blessés étaient abandonnés sous le feu ennemi, le tout dans une odeur pestilentielle...

Pour éviter l'effondrement du moral des combattants, l'état-major français décida de faire une rotation des combattants, appelée le « tourniquet ». C'est ainsi qu'à un moment ou un autre environ les trois quarts des soldats français « firent Verdun ». Pour cette raison aussi, Verdun finit par symboliser l'ensemble de la guerre de 1914-1918.

Et tout ça pour rien...

En février et en mars 1916, les troupes allemandes conquièrent quelques kilomètres carrés et quelques forts, dont les noms sont devenus célèbres après coup, Douaumont, Vaux, etc. Puis elles furent contraintes de s'arrêter. En octobre et novembre 1916, les troupes françaises passèrent à l'offensive et reprirent une partie du territoire perdu en début d'année, dont ces deux forts, ce qui permit aux généraux et dirigeants français de dire qu'ils étaient victorieux. Mais le bilan final fut quasi nul. On s'était entre-tué pendant dix mois pour rien.

Par la suite, le commandant en chef allemand Falkenhayn prétendit que son intention avait été de saigner l'armée française, répondant à sa façon au commandant français Joffre qui déclarait : « *Je les grignote.* » En fait, il y eut à peu près autant de morts de chaque côté : 163 000 Français et 143 000 Allemands. Les armées furent bien saignées, et des deux côtés.

L'opposition à la guerre

Face à ces combats sans espoir, il y eut parmi les soldats français et allemands

de nombreux cas d'insubordination, des désertions, des soldats exaspérés se rendant en masse à l'adversaire, aussi bien dans un camp que dans l'autre. Il n'y eut cependant pas de révolte organisée, les soldats durent continuer à obéir aux ordres de leurs généraux et à se faire tuer pour la gloire, c'est-à-dire pour rien.

Les autorités craignaient pourtant que la révolte contre cette boucherie se répande parmi les soldats, et elles contrôlaient leurs paroles et écrits. *La Chanson de Craonne*, antimilitariste et anticapitaliste, apparue en 1915 et interdite par le commandement, ne pouvait être chantée que clandestinement en 1916, sous le nom de *Chanson de Verdun* : « *C'est à Verdun, au fort de Vaux, qu'on a risqué sa peau...* ». La censure contrôlait les lettres des soldats, 180 000 chaque semaine, des passages entiers étant noircis à l'encre pour en empêcher la lecture. Et les lettres plus désespérées, parfois violemment hostiles à la guerre, n'arrivaient jamais à leur destinataire.

Face à cette pression du gouvernement, des autorités, de la hiérarchie militaire, l'opposition à la guerre ne pouvait guère se faire entendre. La trahison de la social-démocratie, qui avait au début de la guerre fait l'union sacrée avec la bourgeoisie, avait livré ouvriers et paysans aux généraux pour en faire de la chair à canon. Elle avait privé le mouvement ouvrier de ses dirigeants et découragé ses militants, les laissant sans perspectives, alors qu'il y avait 91 000 adhérents à la SFIO française en 1914 et de l'ordre d'un million d'adhérents sociaux-démocrates en Allemagne.

Karl Liebknecht, révolutionnaire et député allemand, mobilisé malgré lui comme soldat, avait proclamé en 1915 que « *l'ennemi principal est dans notre pays* ». Mais une telle parole n'arrivait que rarement jusqu'aux tranchées et, à Verdun, l'immense majorité des combattants étaient



Cadavres à Verdun.

réduits au point de vue officiel, pour lequel l'ennemi était tout simplement le camp adverse.

Verdun à toutes les sauces

La bataille de Verdun a été régulièrement commémorée durant le siècle qui l'a suivie. Durant l'entre-deux-guerres, entre 1918 et 1939, c'était l'occasion pour les autorités françaises de célébrer la défense du pays et l'union sacrée, face à l'Allemagne. Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale que le ton changea, avec la mise sur pied de l'Union européenne.

Un siècle après, Verdun reste un exemple du carnage auquel le système impérialiste a pu condamner les peuples, au terme de sa

logique de concurrence, de conquêtes, et finalement de guerre pour le profit.

Bien des combattants de Verdun et de la guerre de 1914-1918 espéraient que la Grande Guerre serait la « der des ders ». Vingt ans après on s'entre-massacrait de nouveau en Europe au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Jusqu'à aujourd'hui, guerres, massacres et génocides n'ont pas cessé, quitte à ensanglanter d'autres continents.

Si Verdun et les autres batailles de la Première Guerre mondiale ont montré quel degré de sauvagerie peut atteindre le système capitaliste, celui-ci s'est encore surpassé depuis, et cela le condamne sans appel.

André Victor

Socialisme ou barbarie : (Rosa Luxemburg)

« *Les affaires fructifient sur des ruines. Des villes se métamorphosent en monceaux de décombres, des régions entières en déserts, des populations entières en troupes de mendiants, des églises en écuries. Le droit des peuples, les traités, les alliances, les paroles les plus sacrées, l'autorité suprême, tout est mis en pièces. [...]*

Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse : voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien

honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment.

Et au cœur de ce sabbat de sorcières s'est produit une catastrophe de portée mondiale : la capitulation de la social-démocratie internationale »

Rosa Luxemburg
Brochure de Junius - 1915

Transports franciliens : le réseau ferré sous le poids de la finance

Dans son dernier rapport annuel, la Cour des comptes souligne le degré de vétusté du réseau transports en commun et du matériel roulant de la SNCF en Île-de-France.

Alors que dans cette région près de la moitié des habitants se rendent à leur lieu de travail en transport en commun, les enquêtes de satisfaction montrent le mécontentement croissant des usagers face aux retards ou aux suppressions de trains, sans parler des menaces sur la sécurité, comme en a témoigné l'accident mortel de Brétigny.

En fait, cette dégradation est d'une part due à l'âge avancé du matériel roulant. Il est en moyenne de 23,4 ans pour les rames et de 26 ans pour les locomotives, alors que ce matériel devrait être remplacé au bout de 20 ans. Mais elle est d'autre part et surtout due au délabrement planifié du réseau depuis trente ans.

En 2005, un rapport de l'École polytechnique de Lausanne avait confirmé ce que dénonçaient les cheminots depuis longtemps : l'état catastrophique d'abandon des voies ferrées sur le territoire national depuis les années 1980. Il a fallu attendre 2011 pour qu'un programme de rénovation soit engagé. Mais aujourd'hui la dégradation se poursuit toujours.

D'après le rapport de la Cour des comptes, « l'âge moyen des voies en zone dense a augmenté de 30 % entre 2003 et 2014. Sur les 3 700 km du réseau Transilien, 40 % des voies et 30 % des aiguillages ont plus de 30 ans, alors que SNCF Réseau considère qu'une voie ou un aiguillage doit être régénéré au bout de 25 ans. Environ 15 % des caténaires ont plus de 80 ans, et même

5 % plus de 100 ans. En particulier, l'âge des caténaires de la ligne C du RER est supérieure à 90 ans.

Pour éviter que cette situation ait des conséquences fâcheuses sur la sécurité, la vitesse maximale autorisée a dû être réduite sur un nombre croissant de tronçons (213 km début 2015). »

D'après un nouveau rapport de cet institut polytechnique, en 2015, même si le programme de 2011 était réalisé, ce qui est loin d'être sûr, le vieillissement du réseau se poursuivrait au moins jusqu'en 2025. Ce n'est qu'à cette date, « qu'on retrouvera le niveau d'aujourd'hui, lequel est loin d'être optimal ». C'est le moins qu'on puisse dire. Autant craindre que des catastrophes comme celle de Brétigny ont de plus en plus de probabilités de se produire.

Il faudrait, rien que pour réparer les dégâts des trente dernières années, des investissements considérables en matériel et en effectifs. La Cour des comptes présente l'abandon de l'entretien des voies en Île-de-France comme la conséquence de la construction des lignes à grande vitesse. Mais dans la construction des LGV, ce qui a beaucoup pesé est les profits monstrueux des bétonneurs qui s'en sont partagé les marchés. Et, chaque année, la SNCF verse 1,5 milliard d'euros d'intérêts aux banquiers.

Alors est-ce ceux-ci que l'on doit entretenir ou bien les voies ferrées ?

Christian Bernac



Tribunal de Bobigny : la grande misère de la justice

Lundi 15 février, avocats, magistrats, employés du tribunal de grande instance de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, ont organisé une conférence de presse pour alerter sur la pénurie de moyens humains et matériels.

Au 1^{er} janvier, il manquait 24 juges à temps plein sur 124 postes prévus, 9 procureurs sur 53 et 75 postes sur 367 employés de diverses catégories. À cela s'ajoutent les problèmes matériels : fuites d'eau, mauvais fonctionnement du chauffage et même manque de stylos, d'enveloppes, que souvent les greffiers doivent acheter de leur poche. Tout contribue à ralentir les procédures, et devant l'accumulation des dossiers, en décembre dernier la présidence du tribunal a décidé de reporter 20 % de ses audiences prévues en 2016.

Les délais d'attente sont tels qu'il peut y avoir prescription, ce qui fait bien l'affaire de certaines entreprises alors que, selon une

magistrate, « la cybercriminalité économique et financière est en forte hausse dans un département qui accueille de plus en plus de sièges sociaux ». Mais l'impact le plus fréquent concerne le plaignant ordinaire : les locataires qui demandent un sursis à expulsion et qu'on convoque alors qu'ils sont expulsés depuis longtemps ; des parents en instance de divorce qui attendent deux à trois ans une décision dont dépendent la pension alimentaire, le droit de visite, l'obtention d'un logement social ou une allocation de parent isolé, etc. Dix mille dossiers de ce genre sont en souffrance dans les armoires des juges aux affaires familiales.

Pour les crédits impayés,

les dettes de cantine ou de loyers, quand on arrive enfin à l'audience, on a souvent droit à six minutes, plaidoirie comprise. La justice réussit à être à la fois lente, expéditive et chère pour le plaignant. La situation est particulièrement critique à Bobigny, deuxième tribunal du pays, dans un département de plus en plus peuplé. Mais le constat est le même dans bien d'autres tribunaux.

Les avocats du barreau de Seine-Saint-Denis ont décidé d'attaquer l'État en « déni de justice » et de rassembler, d'ici le 8 mars, des dizaines d'assignations au nom de leurs clients lésés par les délais insupportables. Le ministère de la Justice promet de redéployer des moyens financiers et quelques centaines de vacataires, ce qui signifiera sans doute retirer d'un côté ce qu'on donne ailleurs.

Sylvie Maréchal

Ikea : montage des meubles et montages financiers

Selon un rapport des écologistes au Parlement européen, le groupe suédois Ikea aurait réussi à échapper à un milliard d'euros d'impôt. Dans plusieurs États européens, le fisc aurait ainsi été floué. Pour ce qui concerne la France, cela représenterait 24 millions d'euros.

Si Ikea a fait sa fortune en laissant ses clients monter eux-mêmes leurs meubles, il s'est réservé les montages... financiers. Selon le rapport, il pratiquerait une « planification fiscale agressive ».

Comme d'autres multinationales, ce qu'avait révélé le scandale « Luxleaks », Ikea utilise les échappatoires fiscales offertes par les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Chaque magasin de l'enseigne lui paye une redevance de 3 % de son chiffre d'affaires,

versée à une filiale basée aux Pays-Bas. Ainsi, les redevances entrent et sortent de ce pays non taxées, puis elles passent par le Luxembourg pour aboutir pour l'essentiel au Liechtenstein. Ce système complexe a pour résultat de réduire le poids de l'impôt.

En 2014, le fisc français y aurait perdu 24 millions d'euros, l'Allemagne 35 millions, le Royaume-Uni 11,6 millions et la Belgique, l'Espagne et la Suède de 7,5 à 10 millions, autant de ressources perdues par

les États. En France, ce système réduirait ainsi des deux tiers l'assiette de l'impôt.

Ikea se défend en disant payer ses impôts et respecter les réglementations. Au total, le groupe aurait versé au fisc plus de 800 millions d'euros en 2014. Mais ce chiffre ne précise pas ce qu'il aurait payé pour la seule Europe où il réalise 70 % de ses ventes. Et si tout était si transparent, pourquoi avoir mis sur pied un montage financier aussi complexe, transitant par plusieurs pays, si ce n'est pour bénéficier des avantages fiscaux que lui offrent des « réglementations »... favorisant l'optimisation fiscale ?

Jacques Fontenoy

Les brochures de Lutte ouvrière

Cercle Léon Trotsky

- Temps de travail, salaires et lutte des classes

Brochure n° 141, exposé du 10 avril 2015

- La longue lutte des Noirs américains

Brochure n° 142, exposé du 19 juin 2015

- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme

Brochure n° 143, exposé du 9 octobre 2015

- Le combat pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier

Brochure n° 144, exposé du 8 janvier 2016

Nouveau

- Turquie, printemps 2015. Les travailleurs de la métallurgie en lutte

La grève dans la métallurgie turque en mai et juin 2015, en particulier à l'usine Renault de Bursa.

Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro par brochure.

La Poste : la Cour des comptes dans les pas de la direction

Un rapport de la Cour des comptes s'attaque aux facteurs, accusés de ne pas travailler assez, du fait du système du fini-parti – quand on a distribué le courrier, on peut rentrer chez soi – laissant ainsi entendre que les facteurs pourraient en faire plus. Il oublie intentionnellement de dire que ce système permet à La Poste d'imposer à beaucoup de facteurs de continuer à travailler gratuitement après leur fin légale de service, pour finir leur tournée.

Ce rapport de la Cour des comptes aurait pu être dicté par la direction de La Poste tellement il va dans le sens de ses projets. Il conseille de continuer à réduire les effectifs, de dégrader encore plus le service rendu aux usagers et d'augmenter les tarifs, afin de maintenir un résultat d'exploitation de 400 millions d'euros par an pour la branche Service-courrier-colis dont dépendent les facteurs.

Les 100 000 emplois supprimés en dix ans à La Poste, dont environ 25 000 à 30 000 de facteurs, ne suffisent pas aux auteurs du rapport, pas plus que les 300 plateformes de distribution du courrier fermées entre 2009 et 2015 qu'ils citent. Ils se plaignent que la mécanisation du tri de la

tournée des facteurs n'ait pas été suivie de toutes les suppressions d'emplois qu'elle aurait pu permettre, et que les réorganisations accompagnées de réduction d'effectifs soient séparées par un intervalle minimum de deux ans. « Cet intervalle de deux ans devrait être, dans le cas général, un maximum », déclarent-ils, clouant au pilori les facteurs des premier et deuxième arrondissements de Paris dont le comité d'hygiène et sécurité (CHS) avait fait repousser de sept mois une réorganisation.

Pour les usagers, la Cour des comptes se félicite de l'augmentation du prix du timbre fixée à 3,5% de plus que l'inflation jusqu'en 2018, mais déclare qu'il faut aussi diminuer les obligations de service

universel auxquelles est astreinte La Poste. Elle propose de ne plus distribuer le courrier six jours sur sept, et de ne plus organiser son réseau pour que les lettres puissent être distribuées le lendemain. Elle suggère aussi de regrouper les boîtes à lettres des particuliers, pour réduire les tournées et donc diminuer le nombre de facteurs.

La Cour des comptes justifie les coupes sévères qu'elle préconise dans les effectifs par la chute du volume de courrier, ce qui est l'argument favori de la direction de La Poste. Le rapport doit pourtant reconnaître que, « même avec des volumes moindres, les tournées doivent être effectuées en totalité, et leur durée ne diminue pas proportionnellement aux quantités distribuées ». Le seul et unique objectif des mesures que préconisent la Cour des comptes et la direction de La Poste reste donc l'augmentation des bénéfices. Les postiers comme les usagers ont toutes les raisons de s'y opposer fermement.

Daniel Mescla

LPN – Grenoble : cinq jours de grève

La dizaine d'employés de la société de nettoyage LPN (La Professionnelle du nettoyage), une grande majorité de femmes, qui nettoient les bureaux de la DDT (Direction départementale des territoires) et du centre des Finances à Grenoble, ont repris le travail mercredi 10 février, après cinq jours de grève totale.

Prétextant une réorganisation entre les deux sites et s'appuyant sur quelques mécontentes, le patron mutait d'office trois salariées, dont la chef d'équipe du centre des Finances. Il pensait ainsi économiser des heures et intensifier le travail.

Mal lui en prit, la grève rassembla tout le monde rapidement. Les grévistes, avec l'appui de leur syndicat CGT, en profitèrent aussi pour exiger leurs impayés, notamment une prime annuelle de 100 euros versée par la société précédente et que LPN n'avait pas maintenue à la reprise des chantiers.

Dans cette entreprise, comme dans bien d'autres du secteur du nettoyage, les prélèvements sur salaire ou heures non payées sont courants. Il faut aussi, sans

cesse, se démener pour obtenir les produits et divers matériels de nettoyage. Et à chaque changement de patron, au gré des appels d'offre revus chaque fois à la baisse par les donneurs d'ordres, c'est l'angoisse pour les travailleurs, qui savent que les économies se feront sur leur dos. Mais, dans ces deux administrations de Grenoble, les salariées ont toujours résisté et ce n'est pas maintenant

qu'elles allaient accepter de baisser la tête!

Devant la détermination des grévistes et le soutien apporté à leur chef d'équipe, au bout de cinq jours de grève, le patron a fini par céder, annulant les mutations arbitraires et acceptant de régulariser les arriérés sur salaire.

Reste que l'État, dont font partie la DDT et les Finances, participe tout autant que les patrons à cette sous-traitance, aggravée par les restrictions budgétaires. La moindre des choses serait que les travailleurs du nettoyage des administrations soient embauchés directement par l'État.

Correspondant LO



Thales – Brive : débrayages pour les salaires

Lors des négociations salariales, Thales a fait des propositions qui ont mis les travailleurs en colère. Pour essayer de diviser, Thales organise des négociations par filiale, mais plusieurs débrayages ont eu lieu dans chacune d'entre elles.

Pour la filiale Thales communications and security, dont dépend Brive, les négociations ont débuté le 1^{er} février, mais les travailleurs se sont réunis en assemblée générale dès le 26 janvier, puis régulièrement. Chaque fois en moyenne 70 travailleurs ont parlé de solidarité et exprimé leur volonté d'avoir les mêmes augmentations pour tous. Chaque action a été décidée par un vote des travailleurs, une délégation a été désignée pour aller voir la direction, une pétition de soutien aux travailleurs de Goodyear a été signée pendant une assemblée générale.

À Cholet, à Laval, les travailleurs étaient nombreux aussi. À Gennevilliers, plusieurs centaines de travailleurs ont envahi la salle de négociations et plusieurs d'entre eux y ont pris la parole.

L'industrie des

marchands d'armements comme Thales ne connaît pas la crise, et les actionnaires en profitent. Thales a un carnet de commandes plein pour plus de deux ans, le bénéfice net a augmenté de 25% en 2014 pour atteindre 714 millions. Le PDG Patrice Caine a conclu ces résultats par ce commentaire : « La rentabilité s'est améliorée par un niveau jamais atteint par Thales. » Les dividendes des actionnaires ont profité de 124% en trois ans. Dans la même période, les sommes consacrées aux augmentations de salaire ont chuté de 20%.

Même si la direction a bien été obligée de lâcher un peu plus que ce qu'elle prévoyait, le compte n'y est pas. Les travailleurs sont remontés contre les augmentations proposées, de plus distribuées à la tête du client.

Correspondant LO

Lafarge – Seine-Maritime : vies brisées pour le profit

Lafarge France a l'intention de fermer sa carrière et sa cimenterie de Saint-Vigor-d'Ymonville, près du Havre. Sur les 144 travailleurs employés sur ce site, seuls 31 resteraient dans une unité de broyage qui traiterait des matériaux importés de Grèce ou d'Espagne. Après déduction des départs en préretraite, l'incertitude subsiste pour 92 personnes.

Lafarge a beau affirmer que tout le monde sera reclassé dans d'autres sites en France, il y a tout lieu d'être méfiant sur les conditions de ces éventuelles mutations. Quitter Le Havre pour Dunkerque ou ailleurs ne se fait pas d'un simple claquement de doigts. C'est toute une vie qui bascule, et très souvent en entraînant une famille.

Et c'est de toute façon 113 emplois de plus qui disparaissent, dans une agglomération qui n'a vraiment pas besoin de ça!

Lafarge, numéro un français du ciment, prétexte un ralentissement de l'activité du secteur et une surcapacité de ses équipements. Depuis juillet 2015, ce groupe a fusionné avec le cimentier suisse Holcim. Lafarge-Holcim est maintenant le leader mondial implanté dans 90 pays, avec 115 000 employés et un chiffre d'affaires de 27 milliards en 2014.

Autant dire que le groupe a largement les moyens de faire face à ce prétendu ralentissement, sans en faire payer les conséquences aux travailleurs.

Correspondant LO

PSA – Rennes : les informaticiens passent à l'action

À Rennes, dès le lendemain du comité central d'entreprise (CCE) du 4 février où PSA annonçait l'externalisation d'une partie des services informatiques à Capgemini dès le 1^{er} juin, une quinzaine de techniciens se sont mobilisés contre ce projet. Ils avaient alors accueilli la DRH et des responsables de l'Informatique en portant des pancartes « PSA m'a vendu ».

Cette nouvelle externalisation de 220 salariés en France, dont 49 à Rennes, ne passe pas. Pour la plupart, les techniciens et cadres concernés à Rennes, dont la plupart viennent tout juste d'être reconvertis en informaticiens suite à plusieurs vagues de suppressions de postes dans l'usine, craignent à juste titre qu'en les externalisant PSA ne sous-traite leur licenciement à Capgemini.

Organisés en collectif, ils se réunissent tous les midis sur le lieu de travail, pour discuter de leurs revendications et des actions à mener pour les défendre. Bien peu pensent qu'il soit possible de faire reculer la direction sur son projet. Ils exigent donc une compensation financière à leur transfert chez Capgemini, à la hauteur du risque que PSA leur fait courir.

Quant aux actions,

lundi 8 février, ils sont allés à une dizaine à l'infirmerie pour alerter les médecins du travail sur le stress que la situation leur occasionne.

Mardi 9 février, ils ont décidé, à la quasi-unanimité des 49 salariés, de boycotter une réunion d'échange avec Capgemini que la direction avait organisée l'après-midi, et ils ont été contents que les responsables de l'Informatique et de Capgemini se retrouvent quasiment seuls dans une grande salle.

Mercredi 11 février, les informaticiens ont manifesté devant la salle où se réunissait le comité d'hygiène et sécurité (CHSCT) pour donner un avis sur le projet d'externalisation. Ils demandaient aux délégués de voter pour une expertise indépendante sur les conséquences du projet



Les informaticiens de Sochaux mobilisés.

pour les conditions de travail, que la CGT proposait. Cette expertise, si elle était votée par une majorité des délégués, permettait de gagner du temps. Mais, malgré la demande insistante des informaticiens, les délégués FO, SIA, CGC et CFDT s'y sont opposés ! Les salariés, qui attendaient à la porte, leur ont fait savoir vertement leur mécontentement.

Toutes ces actions inquiètent néanmoins la direction, qui a organisé une réunion « d'échange » sur le projet avec les seuls délégués syndicaux centraux le mercredi 17 février... à Paris. Bien loin des salariés mobilisés.

Ces derniers ont alors

décidé d'écrire leurs revendications et de demander aux syndicats de les défendre auprès de la direction. Ils ont également demandé aux syndicats que deux membres du collectif les accompagnent à cette réunion. FO, CGC, SIA et CFTC ont refusé. Après leur expérience du CHSCT, ces syndicats ne veulent plus être sous la pression des travailleurs.

Le collectif a également organisé un débrayage la veille, mardi 16 février, pour envoyer un signal fort à la direction sur leur détermination. Ils ont contacté les informaticiens concernés sur les autres sites comme Poissy, Vélizy, Sochaux, Mulhouse et

Bessoncourt, pour qu'un maximum de protestations remontent aux oreilles de la direction. Ce jour-là, 70 informaticiens ont débrayé à Rennes. Les rassemblements sur les autres sites ont rassemblé plusieurs dizaines de salariés soutenus par les syndicats CGT et CGC.

Cette mobilisation de techniciens et cadres est rare chez PSA. Elle montre que personne n'est à l'abri des attaques de la direction, ni les ouvriers, ni les ETAM, ni les cadres. Elle montre aussi que toutes les catégories de salariés ont tout intérêt à se réunir pour se défendre ensemble.

Correspondant LO

Carbone Savoie : reprise du travail, mais rien n'est réglé

Dans les deux usines de Vénissieux, en banlieue de Lyon, et de Notre-Dame-de-Briançon en Savoie, les grévistes de Carbone Savoie ont décidé de reprendre le travail lundi 15 février, après deux semaines de grève totale de presque tous les 470 salariés.

Les grévistes entendaient protester contre la cession de l'entreprise, qui fabrique des électrodes pour l'industrie de l'aluminium, par le groupe minier Rio Tinto, propriétaire actuel, au fonds français Alandia Industries.

Ce fonds censé redresser des entreprises en difficulté n'a, jusqu'à présent, racheté qu'une entreprise d'aliments pour animaux, un créateur de jouets et un fabricant de panneaux routiers. Rien à voir avec l'industrie lourde ! Et c'est le flou total sur ses intentions, à part une vague promesse de ne pas licencier pendant deux ans et la volonté de renégocier les accords d'entreprise.

Le blocage des usines et la menace de perturber

l'accès aux stations de sports d'hiver de la Tarentaise et de la Maurienne les week-ends de grands départs en vacances ont fait un peu avancer les choses, lors d'une réunion organisée par la direction le 10 février.

Carbone Savoie s'est engagé, si le travail reprenait lundi 15, à payer les jours de grève. Et il va investir 25 millions d'euros dans les usines sur quatre ans, dont plus de 12 millions en 2016-2017, financés par Rio Tinto. Et ce dernier fournira un million d'euros à un fonds « afin d'accompagner les salariés s'il devait y avoir un PSE en 2018 ou 2019 ». Alandia dit s'engager à ne pas faire de PSE, mais seulement pour les deux premières années. Cela n'a

rien de rassurant quant à l'avenir de l'entreprise. Au contraire, tout se passe comme si Rio Tinto voulait sous-traiter les licenciements ou la fermeture à un fonds vautour.

Les syndicats maintiennent donc leur assignation auprès du tribunal de grande instance de Lyon pour absence d'information. Ils veulent faire faire

une expertise de l'entreprise, que la direction refuse, afin que le repreneur ne puisse pas prétendre qu'il n'était pas informé de l'état des usines, argument classique pour fermer la porte.

Lors des assemblées générales qui, sur les deux sites, ont décidé la reprise du travail, les grévistes ont réaffirmé leur méfiance à

l'égard de cette opération et se sont déclarés prêts à se remettre en grève si nécessaire. La présence aux piquets de grève 24 heures sur 24 a soudé les salariés, y compris de différentes catégories, et des liens se sont noués entre les deux usines. Aussi la reprise s'est faite avec le moral, et l'intention de ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Ex-Bendix – Beauvais : une décision favorable aux victimes de l'amiante

Les travailleurs de chez Bendix, devenu ensuite Bosch à Beauvais et Honeywell à Allonne près de Beauvais, ont manipulé de l'amiante dans les années 1970-1980 pour la fabrication de plaquettes de frein. Plusieurs salariés en sont décédés. Les deux usines ont fermé, mais les ex-salariés poursuivent en justice leurs anciens patrons.

Fin janvier, un premier

groupe de 63 plaignants ex-Honeywell a reçu un chèque de 8 000 euros au titre du préjudice d'anxiété, suite à la décision de la cour d'appel d'Amiens.

En 2014 déjà, les Prud'hommes de Beauvais avaient condamné Honeywell à verser 4 000 euros aux victimes. La cour d'appel d'Amiens a alourdi la peine, considérant que tous les plaignants ont bien l'épée de Damoclès

de l'amiante au-dessus de leur tête, mais leur ancien employeur s'est pourvu en cassation.

Quant aux quelque 400 anciens de Bosch Beauvais, le procès en appel est prévu fin juin.

Les patrons concernés doivent être reconnus responsables, et tous les salariés qui ont travaillé au contact de l'amiante doivent être indemnisés !

Correspondant LO

Ariège : manifestations contre les attaques patronales

Le taux de chômage en Ariège est de 13 %, mais la situation risque de se dégrader encore. Depuis le début de l'année, les annonces de suppressions d'emplois se succèdent, y compris dans des entreprises allant très bien.

À Lavelanet, le patron de Johnson Controls veut supprimer 50 emplois sur 300. Cet équipementier automobile annonce localement 12 millions de bénéfices en 2014 pour 50 millions de chiffre d'affaires, taux de retour sur investissement de 17 % ! Le groupe vient de racheter Tyco, spécialiste de la protection incendie et sécurité industrielle, mais qui a l'avantage d'avoir son siège en Irlande. Johnson Controls sera imposé sur les bénéfices, non plus à 35 % aux USA, mais à 12,5 % en Irlande.

À Saint-Girons, 50 emplois seraient supprimés à la papeterie de La Moulasse, sur un effectif de 265. Cette usine appartient au groupe Schweitzer de Mauduit, spécialiste du papier à cigarettes, qui fait chaque année des dizaines de millions

de dollars de profits. Les travailleurs craignent qu'en 2017 on aille vers la fermeture pure et simple de l'usine. Car le plan du patron est vicieux. Ne dit-on pas : « Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage » ? Ainsi, pour 29 ouvriers, les suppressions de postes seraient des départs négociés, entièrement financés par l'usine de La Moulasse. De plus le patron veut arrêter une des deux machines, ce qui fait qu'à terme il sera impossible de faire la production. Pour ces deux raisons, une usine qui dégage des bénéfices serait dans le rouge et... bonne à fermer !

À la Ceras, usine de transport, le patron veut fermer le site de Saint-Girons. Il a essayé de mettre l'usine en liquidation, mais il lui a fallu respecter les procédures et elle est en

redressement. Depuis, les travailleurs sont convaincus qu'il prend des marchés qui ne lui rapportent rien pour pouvoir justifier la mise à la porte des 50 employés.

À l'hôpital de Saint-Girons, le CHAC, le déficit prévisionnel est de 8 millions d'euros. La direction prévoit de supprimer trois postes occupés par des titulaires mais elle a déjà mis à la porte seize contractuels, et douze devraient l'être prochainement. Cela fait 28 licenciements. Par ailleurs, en 2015, il y a eu 30 000 heures supplémentaires, ce qui équivaut à 20 postes. Une partie du travail à la blanchisserie devrait passer au privé. Malgré ces mesures, le contrat de retour à l'équilibre prévu par la direction a été jugé... insuffisant par l'Agence régionale de santé (ARS). Il faut, dit-elle, réduire encore plus la masse salariale.

Face à ce désastre, la CGT a organisé une assemblée générale à la suite de la manifestation du 26 janvier.



Comme en 2012, les salariés de La Moulasse en lutte pour l'emploi.

Les 110 personnes présentes ont voté la transformation de la journée du 4 février de soutien aux travailleurs de Goodyear en une journée pour l'emploi avec deux rassemblements : l'un à Saint-Girons et l'un à Lavelanet. Il y a eu des assemblées générales à La Moulasse et au CHAC, des diffusions de tracts à la population, à Pôle emploi et sur des carrefours. Ces rassemblements ont réuni près de 200 personnes.

Une manifestation départementale est prévue le 20 février à Pamiers, avec des cars au départ de Saint-Girons. Là encore, des tracts sont distribués dans les entreprises mais aussi à la population, à Pôle emploi, aux carrefours. Ce sera une occasion pour les travailleurs d'exprimer leur protestation contre les patrons qui s'attaquent impunément aux emplois pour accroître leurs bénéfices.

Correspondant LO

Clinique Ambroise-Paré – Bourg-la-Reine : non à la fermeture !

La clinique Ambroise-Paré à Bourg-la-Reine, dans les Hauts-de-Seine, a la maternité comme principale activité. Plus de 1 000 accouchements y sont pratiqués chaque année.

Ce n'est pas assez rentable pour la direction et l'Agence régionale de santé, qui depuis plusieurs années a lancé un programme de fermeture des petites maternités, la norme devant se trouver autour de 3 000 naissances par an. Et tant pis pour la proximité ! Dans le courant de 2015, la maternité de Meudon a

déjà fermé, laissant des dizaines de travailleurs sur le côté.

Le personnel conteste le diagnostic de l'ARS, et constate que la clinique fait partie d'un groupe qui a de l'argent. Il vient d'en racheter un autre, Vitalia, pour 1,3 milliard d'euros, et cela sans compter l'argent déboursé pour racheter d'autres cliniques. Mais la

direction a traîné des pieds pour faire les travaux demandés par l'ARS, travaux qui conditionnaient l'autorisation de continuer de fonctionner. Le personnel s'est donc mobilisé, ainsi que les riverains et les élus des villes avoisinantes. Une pétition a recueilli plus de 2 000 signatures et le personnel est allé demander des comptes à la direction et à l'ARS.

À l'arrivée du liquidateur judiciaire, la colère a succédé à la stupéfaction. Le personnel s'est mis en

grève mardi 9 février, assurant les soins aux malades mais occupant le hall d'entrée. C'en était trop pour la direction qui, avec l'ARS, a décidé le transfert des patientes. Dans la soirée, des ambulances du Samu sont arrivées pour le transfert, mais une seule patiente a accepté de partir ; les autres, soutenues par leur famille, ont refusé. Tous, sur place, ont été choqués de ces façons de faire, d'autant que le mari de la maman transférée, arrivé avec une valise, a

dû se débrouiller seul pour la rejoindre.

Le personnel de la clinique est resté mobilisé jusqu'à la fermeture. Il est allé vendredi 12 février au siège du groupe afin de savoir dans quelles conditions il va partir. Surtout, il veut faire le plus de publicité à ce patron qui prétend « être prêt à reprendre une politique d'embauche... si le gouvernement restaure la confiance », alors qu'il licencie.

Correspondant LO

Boulangerie Paul : des grumeaux dans la pâte

Samedi 13 et dimanche 14 février, 19 magasins Paul étaient en grève dans la région parisienne contre

une réorganisation qui va aggraver les conditions de travail.

Le groupe Holder, qui

détient ces boulangeries et qui affichait un chiffre d'affaires de 600 millions d'euros en 2014, a décidé de passer en location-gérance 70 magasins sur 135 en Île-de-France. Pour le patron du groupe, cette opération est tout bénéfice. Il est assuré de voir son chiffre d'affaires se maintenir. La location-gérance n'est pas une franchise et Holder, le PDG, peut récupérer ses magasins quand il veut. Le locataire-gérant devra verser une redevance au groupe et respecter un cahier

des charges. Les salariés craignent à juste titre que, pour faire face aux exigences du groupe, le locataire-gérant soit contraint de faire des économies à leur détriment.

Ainsi la boulangerie Paul de Saint-Denis était en grève à l'unanimité les 13 et 14 février. Les 25 salariés de cette boulangerie, qui approvisionne également des magasins Paul voisins, ne veulent pas faire les frais de l'opération. Les plus anciens, dont les salaires sont les plus élevés,

craignent d'être poussés vers la sortie. Si, dans un premier temps, leur nouveau patron ne pourra pas toucher à leurs acquis, ils savent qu'au bout de quinze mois rien ne l'en empêchera.

Ces deux jours de grève étaient un coup de semonce. Les salariés attendent le comité d'entreprise du 21 février pour savoir si le PDG renonce à son projet, en restant vigilants et en ne comptant que sur leur mobilisation.

Correspondant LO



Grève à la boulangerie Paul de Saint-Denis.

Sidérurgie européenne : marcher pour son patron, non merci !

Journée de travail payée, cars et casse-croûte fournis... les patrons de la sidérurgie, regroupés dans Eurofer, appelaient leurs salariés à manifester à Bruxelles lundi 15 février, pour exiger des mesures de l'Union européenne contre la concurrence de l'acier chinois, rendu responsable de la crise actuelle de la sidérurgie.

Parmi les organisateurs de cette manifestation, il y avait Mittal, celui qui a fermé l'aciérie de Gandrange, les hauts-fourneaux de Florange, les installations de Liège en Belgique, de Schifflange au Luxembourg et bien d'autres. Cela n'a pas gêné la CGC d'appeler à participer à la manifestation. FO de son côté a laissé ses adhérents libres d'y aller, tandis que CFDT et CGT ne s'y sont pas associés, sans pourtant dénoncer cette mascarade.

Au contraire, la CFDT « n'exclut pas une mobilisation avec les industriels », à condition qu'il y ait une concertation. Quant à la CGT, elle ne défend plus le « produisons français » mais le « produisons européen », dénonçant dans la presse régionale le fait que l'Europe est « percutée par la concurrence déloyale des aciers chinois et est inondée sous les exportations chinoises à prix cassés ».

Et d'ajouter, en meilleur défenseur de la production européenne que les patrons, qu'en ce qui la concerne « cela ne fait pas deux ou trois mois qu'elle se bat contre ça ».

Toutes ces déclarations oublient l'essentiel, et le fait que la crise de la sidérurgie est liée à la financiarisation de l'économie. Objet de spéculation, le prix du minerai de fer avait grimpé à 200 dollars la tonne en 2011, avant de se retrouver à moins de 40 dollars aujourd'hui. Quand le minerai était au plus haut, ArcelorMittal a acheté cher, à crédit, des mines un peu partout dans le monde, mines qui ne valent plus grand-chose aujourd'hui... mais qu'il faut pourtant continuer à payer. Tout cela sur fond d'une stagnation économique généralisée. Du coup, le cours de l'action ArcelorMittal s'est écroulé également, passant de 64 euros en 2008 à 2 euros

dernièrement.

Cela n'empêche pas ArcelorMittal d'annoncer un excédent brut d'exploitation de 5,2 milliards de dollars en 2015 et de prévoir encore 4,5 milliards pour 2016. Ce qui plombe ses comptes et lui fait annoncer de lourdes pertes est la dépréciation de ses mines qui, sur le papier, lui coûte 4,8 milliards. Si la valeur du minerai repartait à la hausse, ce jeu d'écritures se ferait dans l'autre sens.

Les patrons préparent l'opinion à de nouvelles suppressions d'emplois, alors qu'il y en aurait eu 40 000 ces dernières années

sur le continent européen. Et la presse relaie la propagande protectionniste destinée à obscurcir les consciences. « La Chine fait peur », titrait ainsi *Le Républicain lorrain*. Certes, la production d'acier a explosé en Chine depuis les années 2000. Mais ses exportations concernent surtout des aciers standards et peu chers, et non l'acier haut de gamme, pour les voitures par exemple ou le fil pour les pneumatiques ou les rails de TGV.

Trois jours avant la manifestation, l'Union européenne annonçait la mise en place de mesures

protectionnistes contre l'acier venant de Chine et aussi de Russie, des taxes pouvant aller jusqu'à 26 %. Aussitôt l'action ArcelorMittal remontait à la Bourse de près de 5 %.

Les travailleurs auraient tout à perdre à serrier les rangs derrière les patrons, qui préparent de nouvelles suppressions de sites et d'emplois. Il n'y a pas à aller manifester derrière les licenciés ! Les responsables de la crise ne sont pas les travailleurs chinois, mais les patrons et le système capitaliste dans son ensemble.

Correspondant LO



Slogan protectionniste à la manifestation de Bruxelles.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom
Adresse
Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Crise : un nouveau pas vers le gouffre

Ces derniers jours, les tensions sur les marchés boursiers se sont concentrées autour des difficultés des banques européennes, faisant craindre un krach encore plus violent que celui de 2008. Les spéculateurs doutent de la capacité des banques européennes à dégager des marges suffisantes dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale.

La facturation de la tenue des comptes des particuliers qui va se généraliser en France, la hausse des taux des prêts immobiliers en Suisse ou encore la facturation des dépôts des grandes entreprises en Allemagne, les plans massifs de suppressions d'emplois dans le secteur bancaire leur paraissent encore insuffisants. Mais surtout, les banques européennes conservent dans leur bilan des masses importantes d'actifs pourris, entre les créances risquées des banques italiennes, le recours croissant à des investissements à risque à travers les « bad banks » échappant à toute réglementation ou encore via des portefeuilles de titrisation pour la Deutsche Bank. Les spéculateurs craignent que cela n'entraîne un nouvel

effondrement du système bancaire alors que les institutions économiques mondiales revoient toutes leurs prévisions à la baisse.

Pour répondre à ces inquiétudes des « investisseurs » qui ont abouti à la baisse des Bourses européennes depuis le début de l'année, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, a réaffirmé qu'il n'était pas question de changer de politique. Le Quantitative Easing (QE), politique de rachat d'obligations d'États qui atteint 60 milliards d'euros par mois, ne devrait pas connaître de coup d'arrêt, pas plus que les prêts massifs à des taux quasiment nuls aux institutions financières y ayant accès. Comme l'a déclaré Mario Draghi, il n'existe « pas de limite » à la politique de l'argent facile

que distribue la BCE. L'objectif était de convaincre les marchés, c'est-à-dire les capitalistes, que quel que soit l'évolution de l'économie, ils pourront compter sur la planche à billets de la Banque centrale européenne pour venir les soutenir en cas de nouvelle tempête boursière.

Parlant des promesses du grand argentier de l'Europe, un analyste économique a résumé l'ensemble en une formule : « *Super Mario n'a pas encore tiré au bazooka, mais il l'a sorti du placard.* » Ainsi les milliards de la Banque centrale européenne ne vont pas cesser d'affluer dans les caisses des spéculateurs, venant ajouter leur petit ruisseau au chaos incontrôlable des flux financiers. Les formules magiques de Draghi ont entraîné momentanément une légère remontée des cours des Bourses européennes. Mais cette politique ne fait qu'aggraver le caractère incontrôlable des mouvements financiers sur la planète et démontrer l'impuissance des dirigeants à remettre un peu d'ordre dans le chaos des marchés.

Incapables de contrôler leur propre système, les dirigeants des grandes institutions financières en sont réduits à nourrir l'appétit insatiable des spéculateurs en leur promettant qu'ils pourront continuer à faire des profits malgré le recul de l'économie réelle, faisant un pas de plus vers l'effondrement de leur système.

Gilles Boti

Égypte : la police assassine

Le 25 janvier dernier, date anniversaire du début des manifestations qui allaient entraîner la démission de Moubarak, un chercheur italien de 28 ans, Giulio Regeni, disparaissait au Caire. Son corps était retrouvé dix jours plus tard dans un fossé de banlieue, portant des traces de tortures.

Préparant une thèse sur le mouvement ouvrier et syndical en Égypte, Giulio Regeni avait été en contact avec des militants opposés au syndicat officiel du pays, étroitement lié au pouvoir. En décembre 2015, il avait assisté à une réunion de militants de syndicats indépendants. Il y aurait, selon des témoins, été photographié.

Le 3 février, jour de la découverte du corps, l'affaire tombait bien mal car des ministres et grands patrons italiens étaient en visite officielle au Caire, pour conclure des accords économiques.

Les services de sécurité égyptiens se sont dits totalement étrangers à l'assassinat et ont fait courir des bruits accusant ce dernier d'espionnage, suggérant même qu'il aurait pu être victime de règlements de comptes de milieux homosexuels, ou d'un crime crapuleux. Mais pour ses amis, comme pour les opposants au régime, il a été victime des méthodes barbares d'une des nombreuses branches de la Sécurité. « *Malheureusement, disait l'une d'entre eux, il est mort de la même façon que beaucoup d'Égyptiens meurent chaque jour.* »

En effet, des centaines d'opposants ou supposés tels croupissent dans les geôles du régime de

l'ex-maréchal al-Sissi, et nombre d'entre eux ont, selon des ONG, disparu dans les mêmes conditions que Giulio Regeni. La police a les coudées franches pour arrêter, battre, tuer, au point que al-Sissi s'est senti obligé, il y a peu, de conseiller à ses sbires de se modérer. Un an plus tôt, la militante Shaima al-Sabbagh avait été abattue par un policier lors d'un rassemblement en mémoire des opposants victimes de la répression. Amère coïncidence, le policier assassin, alors condamné à 15 ans de prison, vient de voir sa peine annulée par la Cour de cassation...

Cinq ans après le départ de Moubarak, l'armée est revenue au pouvoir et un de ses principaux officiers est à la tête du pays, exerçant une dictature d'autant plus implacable que la situation de la population pauvre continue de s'aggraver et que, ces derniers mois, des dizaines de mouvements de grève ont touché les entreprises étatisées comme privatisées, petites et grandes. Les travailleurs y exigent toujours le versement des primes annoncées mais jamais payées, et tentent toujours d'imposer, contre la dictature, la reconnaissance de leurs propres représentants.

Viviane Lafont



À Wall Street.

Législatives partielles : des candidats de Lutte ouvrière dans l'Aisne et dans le Nord

Suite à la démission de leur mandat de député de Xavier Bertrand, maire de Saint-Quentin et député de l'Aisne, et Gérard Darmanin, maire de Tourcoing et député du Nord, tous deux fraîchement élus au conseil régional Nord-Pas-de-Calais-Picardie, des élections législatives partielles auront lieu les 13 et 20 mars prochains.

Ces élections partielles n'ont certes aucun enjeu, sauf pour la carrière politique de celui qui sera élu. Comme c'est le cas pour toutes les autres élections,

elles ne changeront en rien le sort des travailleurs qui vivent dans les circonscriptions concernées.

Mais elles peuvent être l'occasion pour les travailleuses et les travailleurs, et pour tous les électeurs des classes populaires, de rejeter tous ceux qui, du Parti socialiste au Front national, justifient et servent l'ordre social actuel. Elles leur permettront d'affirmer en même temps la confiance dans la force collective de la classe ouvrière pour changer ses

conditions d'existence et, au-delà, pour mettre fin à cet ordre social injuste.

C'est pourquoi Lutte ouvrière présente les candidatures d'Anne Zanditénas et de Christelle Leblond dans la 2^e circonscription de l'Aisne et celles de Christophe Charlon et de Pierre Madelain dans la 10^e du Nord. Ces candidatures de Lutte ouvrière permettront que le camp des travailleurs se fasse entendre dans ces élections.

A.R.

Paris : manifestants pro-kurdes réprimés

Le 8 février, un rassemblement de plusieurs centaines de personnes devant l'ambassade de Turquie à Paris a été violemment dispersé par la police à coups de matraques et de gaz lacrymogène, faisant de nombreux blessés. Trente-trois personnes se sont retrouvées en garde à vue.

D'autres rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes de province le même jour. Les manifestants entendaient dénoncer les opérations militaires contre les Kurdes dans le sud-est de la Turquie. Depuis l'été, au nom de la lutte contre le terrorisme,

l'armée turque a repris les combats contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mais s'attaque aussi à la population civile, bombardant des villes kurdes, multipliant les raids et les massacres dans des quartiers populaires. D'après les estimations d'Amnesty International, au moins 150 civils ont été tués dans cette opération.

En gardant le silence sur cette sale guerre menée par le gouvernement d'Erdoğan et en matraquant ceux qui la dénoncent, les autorités françaises s'en font les complices.

Boris Savin